

Art. 17a; 17b; 18a; 19 al. 3, 4; 20 al. 1 let. d; 20a al. 1 let. b; 20b al. 1 let. b; 20c; 24a al. 2; 24b al. 3 let. a, c, 3bis, 4bis, 6, 7; 28; 31 al. 1; 41 al. 1; 49; 56 al. 2bis; titre précédant l'art. 62a; Art. 62a

Proposition de la commission

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

Angenommen – Adopté

Art. 62b-62e

Antrag der Kommission

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

Antrag der Minderheit

(Hardegger, Allemann, Graf-Litscher, Hadorn, Maire Jacques-André, Rytz Regula)

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Art. 62b-62e

Proposition de la commission

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

Proposition de la minorité

(Hardegger, Allemann, Graf-Litscher, Hadorn, Maire Jacques-André, Rytz Regula)

Adhérer au projet du Conseil fédéral

Präsident (Stahl Jürg, Präsident): Herr Hardegger hat seine Minderheitsanträge bereits im Rahmen der Eintretensdebatte begründet.

Abstimmung – Vote

(namentlich – nominatif; 16.054/14694)

Für den Antrag der Mehrheit ... 134 Stimmen

Für den Antrag der Minderheit ... 52 Stimmen
(1 Enthaltung)

Ziff. II, III

Antrag der Kommission

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

Ch. II, III

Proposition de la commission

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

Angenommen – Adopté

Präsident (Stahl Jürg, Präsident): Bevor wir zur Gesamtabstimmung kommen, gratuliere ich Frau Regula Rytz zu ihrem heutigen Geburtstag. *(Beifall)*

Gesamtabstimmung – Vote sur l'ensemble

(namentlich – nominatif; 16.054/14695)

Für Annahme des Entwurfes ... 124 Stimmen

Dagegen ... 62 Stimmen

(0 Enthaltungen)

16.083

Klimaübereinkommen von Paris. Genehmigung

Accord de Paris sur le climat. Approbation

Erstrat – Premier Conseil

Nationalrat/Conseil national 02.03.17 (Erstrat – Premier Conseil)

Antrag der Mehrheit
Eintreten

Antrag der Minderheit

(Müri, Brunner, Imark, Knecht, Page, Röstli, Ruppen, Wobmann)

Nichteintreten

Proposition de la majorité

Entrer en matière

Proposition de la minorité

(Müri, Brunner, Imark, Knecht, Page, Röstli, Ruppen, Wobmann)

Ne pas entrer en matière

Thorens Goumaz Adèle (G, VD), pour la commission: Votre commission s'est penchée sur l'Accord de Paris sur le climat à deux reprises, les 9 et 30 janvier 2017. Cet objet avait auparavant été mis en consultation, en même temps que deux autres projets étroitement liés: l'accord bilatéral avec l'Union européenne sur le couplage des systèmes d'échange de quotas d'émission et la révision totale de la loi sur le CO2 pour l'après 2020. Ces deux autres objets seront cependant traités ultérieurement. Nous ne nous prononçons aujourd'hui que sur l'approbation de l'Accord de Paris sur le climat.

De quoi s'agit-il? L'Accord de Paris sur le climat constitue une étape majeure de la politique climatique mondiale, et intervient dans la continuité d'un quart de siècle de lutte internationale contre les changements climatiques, le processus ayant commencé, souvenez-vous, en 1992, lors du Sommet de Rio. Cet accord est une étape majeure, parce qu'il est universel, c'est-à-dire qu'il concerne l'ensemble de la communauté internationale, alors que le Protocole de Kyoto ne concernait que les pays industrialisés, à l'exception des Etats-Unis et du Canada. Pour la première fois dès lors, tous les pays s'engagent, en fonction de leurs responsabilités et de leurs capacités, à prendre des mesures concrètes de réduction des émissions de CO2 et d'adaptation au changement climatique.

L'Accord de Paris a été adopté le 12 décembre 2015. Il est entré en vigueur très rapidement, en novembre 2016 déjà, preuve d'un engagement fort des parties, alors que 74 Etats responsables de plus de 58 pour cent des émissions globales l'avaient ratifié. Aujourd'hui même, plus de 130 pays – 133 pour être exacte – sur les 194 Etats signataires ont ratifié l'accord. Ils sont responsables de plus de 80 pour cent des émissions mondiales de CO2 et incluent entre autres de grands pays comme la Chine, l'Inde, les Etats-Unis ou encore des pays membres de l'Union européenne, dont plusieurs de nos voisins, comme la France ou l'Allemagne.

Les négociations sur la mise en œuvre concrète de l'accord sont déjà en cours. La première conférence des parties a eu lieu en novembre 2016 à Marrakech. La Suisse n'a pas pu y assister en tant que participante, mais y était en tant que simple observatrice, puisqu'elle n'avait pas encore ratifié l'accord. La prochaine réunion se tiendra en novembre 2017. L'Accord de Paris poursuit trois objectifs communs à long terme. L'objectif 1 est de contenir le réchauffement mondial bien en dessous de 2 degrés par rapport au niveau de l'ère préindustrielle, en limitant idéalement la hausse des tempé-

ratures à 1,5 degré. L'objectif 2 est de renforcer la capacité d'adaptation au changement climatique et de promouvoir un développement produisant de faibles émissions. L'objectif 3 est de rendre les flux financiers compatibles avec un développement produisant de faibles émissions de gaz à effet de serre et résilient face au changement climatique.

La question qui nous importe pour notre prise de décision est la suivante: à quoi la Suisse s'engage-t-elle exactement en ratifiant cet accord?

L'Accord de Paris exige des parties qu'elles annoncent des objectifs de réduction des émissions de CO₂, qu'elles ont la liberté de se fixer elles-mêmes. Ces objectifs devront ensuite être régulièrement augmentés. Ces objectifs – et c'est là un point très important – ne sont pas contraignants, c'est-à-dire qu'aucune sanction n'est prévue pour le cas où les pays ne parviendraient pas à les atteindre. Les parties doivent en outre prendre des mesures en vue d'atteindre les objectifs qu'elles se sont librement fixés. L'accord ne dit rien sur la nature de ces mesures, dont le libre choix est laissé aux parties. Enfin, l'Accord de Paris précise explicitement que les réductions d'émissions de CO₂ réalisées à l'étranger peuvent être prises en compte.

Il s'agit donc d'un cadre général, qui donne une direction à prendre pour l'ensemble de la communauté internationale, mais qui laisse une grande marge de manoeuvre pour la mise en oeuvre individuelle dans chaque pays. Dès lors, la Suisse devra, comme les autres pays, annoncer tous les cinq ans au niveau international un objectif de réduction de ses émissions, puis rendre compte des efforts consentis pour l'atteindre. Dans ce contexte, elle est libre de prendre les mesures de son choix. Il ne s'agit, de fait, pas d'un processus bien nouveau par rapport aux engagements que la Suisse a pris jusqu'ici dans le cadre du Protocole de Kyoto.

L'Accord de Paris n'implique en outre aucun nouvel engagement financier. Il renouvelle seulement l'engagement des pays industrialisés visant à apporter une aide financière issue de sources publiques et privées aux pays en développement, et prévoit même d'inviter, pour la première fois, les autres pays à fournir également un tel soutien.

La Suisse a été le premier Etat au monde à annoncer, en février 2015 déjà, un objectif de réduction de ses émissions de gaz à effet de serre. Le Conseil fédéral a effectivement proposé de fixer cet objectif à moins 50 pour cent par rapport à 1990 et de l'atteindre d'ici à 2030. La ratification de l'Accord de Paris, si elle est faite sans aucune autre précision, rendrait cet objectif – un objectif non contraignant en vertu du droit international, je vous le rappelle – définitif. La ratification de l'Accord de Paris n'implique que ce point. Les mesures à prendre, ainsi que la part de la réduction de nos émissions de CO₂ qui pourrait être réalisée à l'étranger, seront débattues ultérieurement, dans le cadre de la révision de la loi sur le CO₂. Votre commission a même fait inscrire explicitement dans le projet cette marge de manoeuvre. Je vous invite à en lire l'article 1 alinéa 3: "La contribution déterminée au niveau national communiqué n'est soumise à aucune restriction dans sa mise en oeuvre; la portée des mesures réalisées en Suisse et celle des mesures réalisées à l'étranger sont fixées dans le cadre du droit national." La Suisse appliquera dès lors l'Accord de Paris sur le climat de la manière qui lui conviendra et pourra profiter pleinement de la marge de manoeuvre offerte par les mécanismes de flexibilité.

Pourquoi la majorité de la commission entre-t-elle en matière? La commission est entrée en matière, par 17 voix contre 8 et aucune abstention, soit à une claire majorité. Je vous recommande, en son nom, d'en faire de même pour plusieurs raisons.

Je ne veux pas revenir sur les dangers des changements climatiques, car je considère qu'ils sont connus de toutes et de tous. Je tiens à exposer les autres intérêts de la Suisse. L'Accord de Paris sur le climat a été ratifié par plus de 130 Etats. Il est temps pour la Suisse de le faire également, elle qui s'est toujours engagée en faveur d'une politique climatique internationale crédible et qui fut le premier Etat à annoncer un objectif de réduction de ses émissions de CO₂ en 2015, bien avant la tenue du Sommet de Paris. Il est temps aussi pour la Suisse de le faire maintenant, car elle pourra

ainsi participer aux négociations sur les détails de la mise en oeuvre concrète de l'accord, négociations qui ont déjà commencé sans elle.

Il faut en outre entrer en matière parce que ce projet bénéficie d'un très large soutien. La ratification de l'Accord de Paris sur le climat apparaît comme une évidence. L'analyse des réponses données lors de la consultation montre que 95 pour cent des participants se sont prononcés en faveur de la ratification de l'accord. Ne pas entrer en matière, c'est se voiler la face devant l'un des plus grands défis mondiaux du siècle. En effet, notre pays est affecté par un réchauffement climatique deux fois plus important que la moyenne mondiale. Ne pas entrer en matière, c'est nier 25 années de politique climatique internationale à laquelle la Suisse a activement participé. C'est mettre notre pays au ban de la communauté internationale, alors que celle-ci s'engage enfin, dans sa totalité, dans la lutte contre les changements climatiques. C'est enfin prendre le risque de devoir faire des dépenses massives, car on sait, depuis la publication en 2006 du rapport Stern sur l'économie du changement climatique, que l'inaction reviendrait bien plus cher que le fait d'investir dans les solutions qui nous permettent aujourd'hui déjà de réduire nos émissions de CO₂.

Pour toutes ces raisons, je vous demande, au nom de la majorité de la commission, d'entrer en matière. Nous ne pouvons pas nous permettre d'aller à rebours de l'histoire. La communauté internationale a décidé maintenant d'empoigner le défi de ce siècle; la Suisse se doit d'être de la partie.

Vogler Karl (C, OW), für die Kommission: Mit dem vorliegenden Bundesbeschluss sollen die Voraussetzungen für die Ratifikation des Klimaabkommens von Paris durch die Schweiz geschaffen werden. Damit wird das von der Schweiz im Februar 2015 beim Uno-Klimasekretariat eingereichte vorläufige Emissionsreduktionsziel, bis 2030 die Treibhausgasemissionen gegenüber 1990 um 50 Prozent zu senken und dabei teilweise ausländische Emissionsreduktionen anzurechnen, definitiv. Dieses gilt dann als nationales Reduktionsziel bis 2030. Die Zielerreichung ist international nicht rechtlich verbindlich. Verbindlich ist aber die Ergreifung von inländischen Massnahmen zur Erreichung des Reduktionsziels. Die Schweiz verpflichtet sich, alle fünf Jahre ein Emissionsreduktionsziel einzugeben, welches jeweils ambitionierter ist als das vorangegangene, und die entsprechenden Massnahmen zur Umsetzung zu ergreifen.

Die Umsetzung des Übereinkommens samt den Emissionsreduktionszielen erfolgt über das nationale CO₂-Gesetz. Dafür wird eine Totalrevision der CO₂-Gesetzgebung notwendig sein, welche dem Parlament in einer separaten Botschaft unterbreitet wird.

Heute geht es aber einzig um die Ratifikation des Klimaabkommens von Paris. Kurz zur Geschichte und zu den Grundzügen dieser Vorlage: Die Gewinnung und Nutzung von fossilen Energieträgern verursachen bekanntlich anthropogene Treibhausgasemissionen, welche das natürliche Gleichgewicht der Atmosphäre gefährden und sich auf das globale Klima auswirken. Der im Jahr 1988 eingesetzte Weltklimarat, an dem auch die Schweiz beteiligt ist, hält in seinem 2014 erschienenen Sachbestandsbericht fest, dass es klar ist, dass der Mensch auf die Erwärmung des Klimasystems eindeutig einen Einfluss hat. Als kritische Schwelle, ab welcher nicht mehr zu bewältigende Auswirkungen und Kippeffekte, sprich irreversible Auswirkungen, eintreten könnten, gilt ein globaler Temperaturanstieg von 2 Grad Celsius.

Aktuell entwickeln sich die weltweiten Treibhausgasemissionen auf einem Pfad, der zu einer Erwärmung um 3 oder 4 Grad weltweit und für die Schweiz zu einem nahezu doppelt so hohen Temperaturanstieg führt. Als erste gemeinsame Antwort der internationalen Staatengemeinschaft auf die Bedrohung der Klimaänderungen wurde 1992 die Uno-Klimakonvention verabschiedet. Das Kyoto-Protokoll aus dem Jahre 1997 verpflichtete in Ergänzung dazu vorab die Industriestaaten zu weiteren Reduktionen der Treibhausgasemissionen bis zum Zeitraum 2008–2012 um gesamthaft 5,2 Prozent gegenüber 1990. Im Jahre 2009 scheiterte dann

die Klimakonferenz in Kopenhagen am Ziel, ein globales Abkommen mit Emissionsreduktionszielen für alle Länder für die Zeit nach 2012 zu beschliessen.

Ende 2011 einigten sich die Vertragsstaaten des Kyoto-Protokolls auf eine zweite Verpflichtungsperiode von 2013 bis 2020. Bereits während der ersten Verpflichtungsperiode des Kyoto-Protokolls wurde dann aber klar, dass das Ziel der Beschränkung des globalen Temperaturanstiegs auf unter 2 Grad Celsius beziehungsweise auf 1,5 Grad Celsius mit den geplanten Massnahmen nicht zu erreichen ist – das nicht zuletzt, weil der Wirtschaftsaufschwung in den Entwicklungs- und Schwellenländern deren Emissionen stark ansteigen liess.

Nach jahrelangen Verhandlungen verabschiedete dann schliesslich die internationale Staatengemeinschaft im Dezember 2015 das Klimaabkommen von Paris, dies mit dem Ziel, die globale Temperaturerwärmung auf deutlich unter 2 Grad Celsius zu beschränken, sprich eine Begrenzung von 1,5 Grad anzustreben. 186 Länder und die EU unterzeichneten das Abkommen. Bereits am 4. November 2016 trat es in Kraft. Rund 130 Staaten haben das Abkommen bis heute ratifiziert. Das Übereinkommen ist insofern ein Meilenstein in der internationalen Klimapolitik, als es die starre Zweiteilung in Industrie- und Entwicklungsländer aufhebt. Erstmals sind alle Staaten zu konkreten Massnahmen zur Reduktion der Treibhausgase verpflichtet, wobei sie ihre Ziele entsprechend ihren individuellen Voraussetzungen selber festlegen können. Mit dem Ziel, die globale Erwärmung deutlich unter 2 Grad Celsius zu halten, wird mit dem Übereinkommen gleichzeitig angestrebt, die Fähigkeit zur Anpassung an den Klimawandel zu fördern und die internationalen Finanzflüsse in Einklang mit einer treibhausgasarmen und gegenüber Klimaänderungen widerstandsfähigen Entwicklung zu bringen.

Wie ist das Verhandlungsergebnis von Paris aus der Sicht der Schweiz zu werten? Aus der Sicht der Schweiz stellt es einen wesentlichen Fortschritt im Hinblick auf die genannte Zielerreichung dar, nicht zuletzt auch darum, weil die Schweiz – ich habe es gesagt – vom Klimawandel aufgrund der geografischen Lage besonders betroffen ist. Um aber Vertragspartei zu werden, muss die Schweiz das Übereinkommen ratifizieren. Anschliessend an die Ratifikation muss das Übereinkommen im nationalen Recht umgesetzt werden. Dafür ist, wie gesagt, die Totalrevision des CO₂-Gesetzes notwendig. Mit der Ratifikation des Übereinkommens wird das Ende Februar 2015 von der Schweiz beim Uno-Klimasekretariat eingereichte Reduktionsziel von 50 Prozent gegenüber 1990 definitiv. Dieses gilt alsdann als nationales Reduktionsziel bis 2030. Sollte die Schweiz dieses Ziel trotz entsprechenden Anstrengungen nicht oder nur teilweise erreichen, sieht das Übereinkommen von Paris aber keine Sanktionen vor. Es gibt weder schwarze Listen, noch gibt es irgendwelche anderen Nachteile zu gewärtigen.

Kurz zur Vernehmlassung: Die Genehmigung des Übereinkommens wurde im Rahmen der Vernehmlassungsvorlage "Klimapolitik der Schweiz" zur Diskussion gestellt. Fast 100 Prozent der Teilnehmer sprachen sich für die Ratifikation des Übereinkommens aus. Unterschiedliche Meinungen bestehen betreffend die konkrete Ausgestaltung des CO₂-Gesetzes. Dieses aber bildet, ich habe es gesagt, nicht Gegenstand dieser Vorlage. Heute entscheiden wir einzig über den Bundesbeschluss über die Genehmigung des Klimaübereinkommens von Paris.

Erlauben Sie mir abschliessend ein paar Sätze zur Kommissionsarbeit. Ein Hinweis, bevor ich zum Nichteintretensantrag komme: Innerhalb der Kommission wurde gesagt, dass es gut gewesen wäre, wenn der Bundesbeschluss parallel zur Revision des CO₂-Gesetzes behandelt worden wäre. Entsprechendes ist aber deshalb nicht möglich, weil das Abkommen bis zum Sommer vom Parlament genehmigt sein soll, damit die Schweiz an der nächsten Verhandlungsrunde in Bonn mitbestimmen kann.

Zum Minderheitsantrag Muri: Der Antrag der Minderheit Muri läuft darauf hinaus, dass man die Verpflichtungen, die man mit dem Übereinkommen eingeht, nicht umsetzen will. Sprich: Im Resultat will man keine Revision des CO₂-

Gesetzes. Die Kommissionsmehrheit sieht das anders. Sie ist der Meinung, dass das Übereinkommen einen wichtigen Beitrag zur Reduktion der Treibhausgasemissionen leistet und die Schweiz, auch wenn ihr Anteil an den Gesamtemissionen klein ist, ein grosses Interesse an dessen Umsetzung hat; dies insbesondere aufgrund ihrer besonderen Betroffenheit durch den Klimawandel und weil es dem Ansehen der Schweiz als eines der Nachhaltigkeit verpflichteten Staates ausserordentlich schaden würde, dieses Abkommen nicht zu ratifizieren – als eines von ganz wenigen Ländern der internationalen Staatengemeinschaft.

Ihre Kommission ist bei dieser Ausgangslage mit 17 zu 8 Stimmen bei 0 Enthaltungen auf die Vorlage eingetreten und hat diese in der Gesamtabstimmung mit 15 zu 8 Stimmen bei 2 Enthaltungen angenommen. Entsprechend ersuche ich Sie namens der Kommissionsmehrheit um Eintreten.

Muri Felix (V, LU): Sie haben jetzt die Kommissionsprecher gehört. Das tönt doch alles wunderbar und gut. Das ist alles kein Problem, oder? Haben Sie etwas gehört über die Konsequenzen, die damit verbunden sind? Darüber haben Sie nichts gehört. Haben Sie etwas über die Kosten gehört, darüber, was uns das jährlich kostet? Darüber haben Sie nichts gehört. Das ist auch klar.

Wir werden heute zuerst einmal einfach die Ziele festlegen: 50 Prozent. Es wird dann noch jemand kommen, der sagt: nein, 40 Prozent. Die Grünen kommen dann mit 60 Prozent. Das ist ein wunderbarer Basar, es gibt auch noch 30 Prozent oder 70 Prozent. Das kann man auch machen. Warum? Die Konsequenzen werden wir erst später diskutieren, beim CO₂-Gesetz. Dann werden wir hier im Parlament darüber reden. Aber dann haben wir die Ziele schon einmal festgelegt. Das ist doch nicht konsequent! Sie reden jetzt über Ziele und wissen noch nicht, was die Konsequenzen sind und was das kostet. Aber das macht Sinn. Wir machen das hier ja immer so. Was machen wir bei der Energiestrategie 2050? Erstes Massnahmenpaket – wunderbar, abstimmen. Klima- und Energielenkungssystem – nein, darüber stimmen wir nicht ab, das kommt dann am 21. Finanzielle Massnahmen diskutieren wir in einem dritten oder vierten Paket. Das hat System. Es ist wunderbar, mal ein Paket zu bringen und über dieses abstimmen zu lassen. Alles andere machen wir später.

Genau so ist es jetzt wieder bei diesem Klimaübereinkommen. Es ist so, da können Sie den Kopf schütteln, wie Sie wollen. Wissen Sie, was es kostet? 500 bis 600 Millionen Franken jährlich. Ich glaube Ihnen von den Grünen, dass Sie das bezahlen möchten. Was hat das für Konsequenzen? Ich habe mal in der Vernehmlassung nachgeschaut. Bei den Gebäuden ist ein Verbot von Ölheizungen vorgesehen. Bruno Walliser, Kaminfegermeister, du kannst schon mal beginnen mit der Umschulung. "Verbot von Ölheizungen" heisst es dann. Deshalb ist auch der Hauseigentümerverband dagegen. Denn er weiss genau, dass Sie in den letzten Jahren schon x-mal Reduktionen gemacht haben, bis zu 23 Prozent. Jetzt einfach mal irgendwelche Ziele festlegen: 50 Prozent die Frau Bundespräsidentin, 40 Prozent die FDP, 60 Prozent die anderen – die Konsequenzen beraten wir dann beim CO₂-Gesetz.

Dann bin ich gespannt und schaue mal die Mitte an, wie Sie dann kommen und sagen: "Oh, das war nicht vorgesehen!" Aber es ist einfach zu sagen: "Jawohl, Ziele festlegen, über alles andere reden wir dann später." Das habe ich, meine Damen und Herren von der Kommission, vermisst: konkrete Massnahmen, Angaben, was es konkret kostet. Aber das will man eben nicht diskutieren.

Deshalb ist es fair, jetzt gar nicht auf diese Vorlage einzutreten. Wir in der Schweiz machen unsere Hausaufgaben gut. Wir sind dann auch diejenigen, die das eins zu eins umsetzen. Aber in Paris oder dann in Bonn dabei zu sein, Ziele festzulegen und später darüber zu diskutieren, wie wir das finanzieren und wie wir das umsetzen, das ist sehr einfach. Zu sagen: "Jawohl, wir sind für die Umwelt, wir wären sogar für 70 Prozent gewesen", das ist unehrlich.

Da macht die SVP-Fraktion nicht mit. Wir werden auf dieses Geschäft nicht eintreten.

Nussbaumer Eric (S, BL): Herr Kollege Mürli, Sie machen den Eindruck, Sie seien ein kompetenter Klimaschutzfachmann. Sie beschreiben als Optionen, nichts zu machen oder etwas zu machen, und Sie haben gesagt, etwas machen koste etwas.

Können Sie detailliert ausführen, was es unsere Volkswirtschaft kosten wird, wenn wir nichts machen? Ich meine konkret die Klimaschäden, die eintreten werden, und die Klimaschadenskosten, die wir volkswirtschaftlich tragen müssen. Können Sie das detailliert ausführen, weil Sie ja diese Kompetenz in sich tragen?

Mürli Felix (V, LU): Wenn Sie mir detailliert auflisten, was dies für Konsequenzen hat, bin ich bereit, Ihnen das andere aufzulisten. Aber Sie möchten ja erst später, beim CO₂-Gesetz, darüber diskutieren. Sie möchten jetzt auch nicht über Kosten reden. Aber mir wollen Sie den Auftrag geben, ich solle das eine oder das andere nun erklären? Ich kann es schon den nächsten dreien sagen: Es kommt noch mein Kollege Toni Brunner als Fraktionssprecher. Da können Sie es gleich zusammenpacken, das ist Energieeffizienz, da müssen Sie die Fragen nur einmal stellen.

Le président (de Buman Dominique, premier vice-président): Monsieur Girod voudrait vous poser une question. (*M. Mürli quitte le pupitre des orateurs*) C'est effectivement votre droit de refuser de répondre aux questions.

Fässler Daniel (C, AI): Kollege Mürli hat mich jetzt auch so in den Bann gezogen und amüsiert, dass ich meinen Einsatz beinahe vergessen hätte.

Die CVP-Fraktion ist für Eintreten auf diese Vorlage und unterstützt bei Artikel 1 Absatz 2 des Bundesbeschlusses über die Genehmigung des Klimaübereinkommens von Paris den Antrag der Kommissionmehrheit und damit den Entwurf des Bundesrates.

Jetzt aber zum Eintreten: Unsere Fraktion ist überzeugt, dass der Klimawandel für die Menschheit in einer langfristigen Betrachtung eine der grössten Herausforderungen ist. Gelingt es der Menschheit nicht, die Treibhausgasemissionen zu reduzieren und damit den Klimawandel zu stoppen, wird es nicht einfach etwas wärmer – das könnte man in der tendenziell kühlen Schweiz ja noch begrüßen –, die Folgen eines fortschreitenden Anstiegs der durchschnittlichen Erdtemperatur sind viel gravierender. Zunehmende Dürreperioden werden die Lebensgrundlage vieler Menschen verschlechtern. Die sich daraus ergebende Zunahme von Konflikten wird die Migration verstärken. Dies und die abnehmende Versorgungssicherheit werden auch wir hier in der Schweiz zu spüren bekommen.

Die Schweiz ist keine Insel, schon gar nicht bei klimapolitischen Fragen. Wir tun daher gut daran, nicht nur innerstaatliche Massnahmen gegen die Erwärmung zu ergreifen, sondern uns auch international einzubringen. Das Klimaübereinkommen von Paris vom 12. Dezember 2015 ist ein wichtiger Schritt in der globalen Klimapolitik. Das Pariser Übereinkommen hat, anders als noch die Uno-Klimakonvention von 1992 oder das Kyoto-Protokoll von 1997, verpflichtenden Charakter. Die Vertragsstaaten verpflichten sich mit der Ratifikation, konkrete Emissionsreduktionsziele zu formulieren und beizubehalten, und sie verpflichten sich, inländische Massnahmen zur Erreichung ihrer nationalen Ziele zu ergreifen. Das Pariser Übereinkommen wurde am 12. Dezember 2015 von 194 Staaten unterzeichnet und seither bereits von 132 Staaten ratifiziert. 127 Staaten haben in Umsetzung von Artikel 3 des Übereinkommens auch bereits ihr Reduktionsziel übermittelt und damit mitgeteilt, welchen Beitrag sie zur weltweiten Reaktion auf Klimaänderungen zu leisten bereit sind.

Es steht der Schweiz gut an, dies nun auch zeitnah zu tun. Damit verschaffen wir uns die Möglichkeit, uns bei der Erarbeitung der Umsetzungsrichtlinien aktiv einzubringen. Die CVP-Fraktion wird daher einstimmig und aus Überzeugung auf den Entwurf des Bundesrates zum Bundesbeschluss über die Genehmigung des Klimaübereinkommens von Paris eintreten.

Ich stelle fest, dass der Handlungsbedarf grundsätzlich nicht bestritten ist. Der Antrag auf Nichteintreten der Minderheit Mürli ist, sofern ich die Gründe richtig verstanden habe, mehr präventiver Art. Die Minderheit möchte offenbar schon jetzt zum Ausdruck bringen, dass sie eine Revision des CO₂-Gesetzes im Sinne des schweizerischen Reduktionsziels zum Pariser Übereinkommen ablehnen wird. Die Minderheit übersieht dabei zweierlei:

1. Die Schweiz behält auch nach einer Ratifikation des Übereinkommens und der Bekanntgabe des nationalen Reduktionsziels die Freiheit, im Rahmen des CO₂-Gesetzes die ihr geeignet und vertretbar erscheinenden Massnahmen zu beschliessen.

2. Wenn sich aus den innerstaatlich beschlossenen Massnahmen ergibt, dass das mit der Ratifikation deklarierete Reduktionsziel nicht erreicht werden kann, hat dies für die Schweiz keine direkten Folgen, denn das Übereinkommen sieht für den Fall, dass ein Vertragsstaat das von ihm eingegebene Ziel nicht erreicht, weder eine direkte Konsequenz noch irgendwelche Möglichkeiten zur Sanktionierung vor.

Die CVP-Fraktion tritt in diesem Sinne überzeugt auf die Vorlage ein.

Schilliger Peter (RL, LU): Die FDP-Liberale Fraktion setzt sich für einen wirksamen Klimaschutz ein. Dafür braucht es ein international koordiniertes Vorgehen. Die Schweiz kann in der Klimapolitik aber nur dann konsequent handeln, wenn die Volkswirtschaft nicht künstlich geschwächt wird und der Wohlstand bestehen bleibt. Hochleistungsindustrien müssen in der Schweiz gehalten oder gar angezogen werden können, denn sie besitzen ein grosses technologisches Potenzial, gepaart mit Wirtschaftskraft, um in enger Kooperation mit Hochschulen die Energieeffizienz in der Schweiz voranzutreiben. Gelingt dies auch weiterhin, profitiert davon der globale Klimaschutz nachhaltig, und die Schweiz wird ihre Ziele in der Klimapolitik erreichen.

Mit der vom Bundesrat vorgeschlagenen Klimapolitik der Schweiz nach 2020 wird ein Schritt in die richtige Richtung unternommen. Zur richtigen Richtung gehören internationale Abkommen, denn eine erfolgreiche Klimapolitik verlangt globale Schritte, globale Verpflichtungen. Das Übereinkommen von Paris wurde Ende 2015 von der internationalen Staatengemeinschaft verabschiedet. Das rechtlich bindende Übereinkommen bezweckt, den globalen Anstieg der Temperaturen auf klar weniger als 2 Grad Celsius zu begrenzen, und nimmt alle Staaten in die Pflicht, ihren Beitrag zur Erreichung dieses Ziels zu leisten.

Bevor die Schweiz das Übereinkommen ratifizieren kann, muss es durch die eidgenössischen Räte genehmigt werden. Die FDP-Liberale Fraktion unterstützt die Genehmigung dieses Klimaabkommens. Vorne aktiv mitschreiten, aber nicht davonrennen: So sehen wir die Rolle der Schweiz im internationalen Kontext. Auch wenn es bis zur Erreichung der ambitionierten nationalen und internationalen Ziele noch ein langer Weg ist, soll sich die Schweiz mit der Ratifizierung des Klimaabkommens von Paris zu diesem Vorgehen verpflichten.

Mit der Ratifizierung des Übereinkommens verpflichtet sich die Schweiz auf internationaler Ebene, Massnahmen zur Reduktion der Treibhausgasemissionen umzusetzen. Dafür ist eine Totalrevision des CO₂-Gesetzes vorgesehen, insbesondere, um die Ziele und Massnahmen nach 2020 zu verankern. Bereits heute deklariere ich Punkte, welche unsere Partei bei der Vernehmlassung zur Klimapolitik nach 2020 eingebracht hat. Ich erwähne vier Punkte.

1. Anstatt fixer inländischer und ausländischer Ziele für die Emissionsreduktion die Ermöglichung einer komplett flexiblen, wirtschaftsfreundlichen Umsetzung. Nur so wird sichergestellt, dass der eingesetzte Franken den grössten Nutzen erzielt.

2. Keine Erhöhung der maximalen CO₂-Abgabe.

3. Eine Abschaffung der Teilzweckbindung der CO₂-Abgabe ab der neuen Verpflichtungsperiode im Jahr 2021. Das bedeutet: keine Weiterführung des Gebäudeprogrammes.

4. Vereinfachung und Harmonisierung der komplexen Zielvereinbarungssysteme und des Vollzugs. Das bedeutet, dass zum Beispiel nur ein Bundesamt zuständig ist.

In diesem Sinne unterstützen wir Verpflichtungen und zusätzliche Massnahmen der Schweiz zur Bekämpfung der Klimawärmung nur, wenn einerseits die Zielvorgaben im Absenkpfad nicht erreicht wurden und wenn andererseits der Absenkpfad wie auch die Zielerreichung sich an internationalen Benchmarks orientieren. Dies bedeutet, dass die Schweiz bei der Erfüllung ihrer Reduktionsziele mit der Orientierung an anderen Körperschaften wie zum Beispiel der EU mehr Handlungsspielraum erhält. Aus diesem Grund unterstützt die FDP-Liberale Fraktion eine Anpassung des Reduktionsziels auf den Wert von 40 Prozent bis ins Jahr 2030. Die Gründe dazu werden wir dann bei der Detailberatung deklarieren.

Ebenso unterstützen wir die Ergänzung in Artikel 1 Absatz 3, wonach das übermittelte Reduktionsziel für die Umsetzung der Inland- und Auslandanteile keine Einschränkungen im Rahmen des nationalen Rechts festlegt. Diese Festlegung muss dann im Rahmen der Beratung des CO₂-Gesetzes erfolgen.

Die FDP-Liberale Fraktion wird auf die Vorlage eintreten und das internationale Abkommen genehmigen.

Brunner Toni (V, SG): Ich habe die Bilder aus Paris noch im Kopf: Jubelnde Verhandlungsdelegationen, freudestrahlende Gesichter, der grosse Durchbruch wurde ausgiebig gefeiert. Danach stiegen alle wieder in ihre Flugzeuge, und bereits haben 122 Staaten das Abkommen unterschrieben.

Nun, ratifizieren ist das eine. Aber das Versprochene umsetzen, das ist doch ein zweites Paar Schuhe. Darum wäre ich hier drin ein wenig vorsichtig mit der Behauptung, nur weil da ein paar Staaten das Pariser Abkommen schneller als die Schweiz ratifiziert hätten, seien wir jetzt unter speziellem Druck und müssten schnell handeln. Zweifel nämlich, ob die Staaten, namentlich die grossen Treibhausgasverursacher, ihren schönen Worten auch wirklich Taten folgen lassen, sind mehr als berechtigt.

Woran ich allerdings keinen einzigen Moment zweifle, ist, dass die Schweiz das Abkommen von Paris heranziehen wird, um innenpolitisch wiederum eine Vielzahl von Steuererhöhungen, Lenkungsmaßnahmen, Verboten und Regulierungen vorzuschlagen bzw. einzuführen, um das ehrgeizige Reduktionsziel von 50 Prozent bei den Emissionen von Treibhausgasen in aller Konsequenz durchzusetzen.

So gesehen ist eigentlich nicht der heutige Tag entscheidend, sondern das, was Sie nach dem Beschluss vom heutigen Tag, was Sie künftig für Massnahmen zur Zielerreichung beschliessen werden. Darum ist eben trotzdem Ihr Ja, das sich heute abzeichnet, der Grundstein für eine Vielzahl von Massnahmen. Es fehlt ja in den Schweizer Amtsstuben nicht an Ideen. Nehmen wir das bereits vorhin erwähnte CO₂-Gesetz. Es ist eine Totalrevision geplant, es soll umbenannt werden in Bundesgesetz über die Verminderung von Treibhausgasemissionen. Auch hier will man viele Bereiche ins Visier nehmen, etwa den Verkehr; das kann ja nichts anderes bedeuten, als dass man den Treibstoff weiter verteuern will oder dass man über Vorschriften und Grenzwerte teurere Motorfahrzeuge mit weniger Leistung herbeizwingt.

Natürlich trifft es den Werkplatz Schweiz. Unser Land ist eigentlich auf produzierende und wertschöpfende Arbeitsplätze angewiesen. Aber diese ehrgeizigen Reduktionsziele vertreiben vorher noch mehr industrielle Arbeitsplätze ins Ausland. Es würde mich ja nicht wundern – nein, eigentlich bin ich sogar überzeugt, dass es dazu kommt –, wenn unter dem Strich die Verlagerung von Arbeitsplätzen ins Ausland dem Weltklima nichts bringt, sondern zum Bumerang wird, weil man vielleicht dorthin geht, wo man mit den Werten nicht ganz so streng ist wie hier. Ob Sie mit der Vertreibung von Arbeitsplätzen gut politisiert haben, das müssen Sie mit Innen-Spiegel-Schauen selbst bestimmen.

Die Kantone monieren bereits – Sie haben einen Brief der BPUK erhalten –, dass es, wenn es in der nächsten Umsetzungsphase konkret wird, nicht sein könne, dass man im Gebäudebereich wieder den Hauptbeitrag leisten müsse. Natürlich

wird werden auch in diesem Bereich zum Beispiel mit dem Verbot von fossilen Heizungen wieder gewaltige Mehrkosten auf die Leute zukommen. Wer in neue Heizungen oder auch in neue Gebäudehüllen investieren muss, der wird dann letztlich die Mieten erhöhen müssen. Sonst kann er das ja gar nicht bezahlen.

Neu kommt auch die Landwirtschaft ins Visier. Bisher hat mir niemand die Frage beantworten können, wie denn die Landwirtschaft bei den Treibhausgasen zur Kasse gebeten werden soll. Ich kann es mir ja nur so vorstellen: Sie können entweder die Tierhaltung in der Schweiz verbieten und dafür wieder mehr importieren, oder Sie können den Schweizer Kühen ein generelles Rülpfverbot auferlegen. Dann würden Sie vielleicht etwas zum Weltklima beitragen. Aber ich kann es mir nicht erklären, wie Sie hier die Landwirtschaft noch mehr zur Rechenschaft ziehen wollen.

Alle diese Massnahmen sind für unser Land nachteilig. Zudem wollen ja auch viele befürwortende Kreise möglichst viel Treibhausgas im Inland kompensieren, statt dass man eben auch Investitionen im Ausland, die ein Vielfaches an Mehrwert, an Effekten bringen, zulassen würde. Auch hier droht Konfliktpotenzial. Nachdem ich heute Morgen im Radio einen Vertreter eines grossen Schweizer Wirtschaftsverbandes gehört habe, der sagt, nein, nein, man müsse so viel wie möglich im Inland kompensieren, muss ich sagen, dass ich kurzfristig die Welt auch nicht mehr immer verstehe.

Ich bitte Sie namens der SVP-Fraktion, auf den Bundesbeschluss zur Genehmigung des Übereinkommens von Paris nicht einzutreten. Wir werden mit unserer Position hier drin, da mache ich mir nichts vor, zwar ein weiteres Mal als Exoten abgestempelt werden. Eines können Sie mir aber glauben: Sie werden heute mit Ihrem Ja zum Pariser Abkommen die Welt nicht retten. So wichtig ist die Schweiz dann auch wieder nicht. Wir bewegen uns ja mit dem Ausstoss von CO₂ im Promillebereich des Weltausstosses. Es muss also auch etwas relativiert werden, wenn heute hier drin hehre Reden zur Wahrung des Weltklimas geschwungen werden.

Béglé Claude (C, VD): Monsieur Brunner, il y a toutes les mesures internes que vous venez d'évoquer, qui sont liées à la loi sur le CO₂. Parmi les mesures, il apparaît que tout ce qui a un impact sur l'étranger compte aussi. Quel est votre avis sur l'effet d'entraînement des exportations de nouvelles technologies liées au climat, effet très justement relevé par Monsieur Schilliger et domaine dans lequel la Suisse excelle?

Brunner Toni (V, SG): Sie können davon ausgehen, dass die SVP die letzte Partei ist, die sich Innovationen verschliesst. Wir sind dafür, dass die Schweizer Wirtschaft in diesen Bereichen nicht nur forscht und entwickelt, sondern auch möglichst viel produziert und exportiert und dass wir hier auch einen Beitrag leisten können. Wir sind alle interessiert an einem gesunden Klima. Aber wir müssen nicht glauben, dass wir hier in unserem Land mit mehr Massnahmen im Innern eben einen namhaften Beitrag leisten können, damit es der Welt und ihrem Klima besser geht. Ich bin mit Ihnen, wenn wir im Bereich der Wirtschaft alles Mögliche machen und nichts unterlassen, um die Technologien weiterzuentwickeln. Ich glaube, die Schweiz ist hier heute schon Spitze, und hier werden wir auch in Zukunft Spitze sein.

Semadeni Silva (S, GR): Ich habe eine vielleicht etwas freche Frage: Wie viele Milliarden wollen Sie noch in die erdölproduzierenden Burka-Länder schicken?

Brunner Toni (V, SG): Ja, auf eine etwas provozierende Frage gibt es auch eine etwas provokative Antwort: Wir sind hier völlig unverdächtig. Wir haben keine Berührungsängste. (Heiterkeit)

Grunder Hans (BD, BE): Ich nehme es vorweg: Die BDP-Fraktion ist ganz klar für Eintreten auf diese Vorlage zur Genehmigung des Klimaabkommens von Paris. Ich spreche dann auch noch zu den Minderheitsanträgen mit 40 und 60 Prozent als Reduktionsziel. Auch dort unterstützt die BDP-

Fraktion einstimmig die Mehrheit, spricht den Entwurf des Bundesrates mit 50 Prozent.

Mich hat bei den zwei Rednern der SVP gefreut zu hören, dass sie die Klimaerwärmung nicht mehr generell infrage stellen. Ich glaube, dass das ein grosser Fortschritt ist, wenn ich zurückschaue, wie das vor vier oder acht Jahren noch getönt hat. Es ist in der Tat so: Der Einfluss der Menschen auf das Klima ist wirklich gravierend. Gerade die neuesten Erhebungen zeigen, dass die Emissionen in diesem Bereich in so kurzer Zeit seit Menschengedenken nie so gross waren.

Es gibt in der Zwischenzeit auch genügend Anschauungsunterricht: Gehen Sie einmal in die Alpen, schauen Sie mal, was mit den Gletschern passiert. Die Prognosen sagen, dass bis ins Jahr 2100 die Gletscher zum Teil total weg sein werden; im Gesamten werden sie wahrscheinlich etwa zur Hälfte verschwinden, wenn wir eben nichts machen. Das Gleiche gilt für Arktis und Antarktis; Sie kennen die Bilder. Wenn diese Eismoloche schmelzen und einmal weg sind, dann haben wir wirklich Folgen – Folgen, die dann bedeutend mehr kosten werden als jene, die Herr Müri an die Wand gemalt hat. Er wollte dann allerdings die Fragen nicht mehr beantworten.

Ich verstehe die SVP überhaupt nicht. Eigentlich müsste die SVP in diesem Saal die grünste Partei sein. Sie will ja möglichst keine Zuwanderung. Ich sage Ihnen: Wenn wir, Herr Müri, hier nichts machen, dann werden wir ein gröberes Problem haben. Die Einwanderung der Klimamigranten wird dann unser Land beschäftigen. Sie können die Zahlen anschauen: Wenn der Meeresspiegel ansteigt, und er wird weiter nach oben gehen, wird es ganze Regionen geben, die im Meer verschwinden. In Zürich kann man dann Palmen pflanzen, das wäre ja noch gemächlich, aber insgesamt wird es sehr ungemächlich und sehr viel Geld kosten.

Deshalb müsste eigentlich die SVP in der Klimapolitik schon lange die Rädelsführerin sein und vorausgehen. Das wäre auch kostenmässig und eben bezüglich Einwanderung das beste Rezept – überlegen Sie sich das einmal.

Ich komme bereits zum Schluss: Die BDP kennt hier keinen Pardon. Es ist für uns und vor allem für die nächsten Generationen lebenswichtig, dass wir die Klimaerwärmung in den Griff bekommen. Deshalb sind wir auch klar der Meinung, dass die 50 Prozent, die der Bundesrat ausgehandelt hat, richtig sind. Es ist ja so, dass wir dann die Mechanismen erst im CO₂-Gesetz regeln werden. Wie Sie auch von meinen Vorrednerinnen und Vorrednern gehört haben, wird es keine Massnahmen geben, wenn wir dieses Ziel nicht erreichen. Es wird jetzt immer wieder argumentiert, Deutschland habe 40 Prozent. Ja, das ist richtig, aber Deutschland hat sich verpflichtet, die Reduktion zu 100 Prozent im Inland zu machen, es hat eben nicht die Möglichkeit geschaffen, auch Teile davon im Ausland zu kompensieren. Diese Möglichkeit haben wir, und deshalb sind diese 10 Prozentpunkte mehr in der Schweiz gerechtfertigt.

Imark Christian (V, SO): Herr Grunder, Sie sprechen der SVP ja die Fachkenntnisse bezüglich Klimapolitik ab. Dann können Sie als Experte mir sicher die Frage beantworten, welches Gas denn am meisten zum Treibhauseffekt beiträgt.

Grunder Hans (BD, BE): Das ist das CO₂, das Treibhausgas, das sind diese Emissionen. So weit kann ich die Frage schon beantworten. Ich habe nicht gesagt, dass es unter Ihnen keine Experten gibt; ich war nicht diese Person. Ich habe vorhin gesagt, ich denke, dass Sie etwas über die Bücher gehen müssen und dass das Wissen eigentlich vorhanden sei.

Rösti Albert (V, BE): Herr Kollege Grunder, habe ich Ihr Votum, etwas vereinfacht zusammengefasst, richtig verstanden: Wir haben ja praktisch keinen Einfluss auf den weltweiten CO₂-Ausstoss, und trotzdem haben wir, wenn wir heute zustimmen, dann keine Asylbewerber mehr in der Schweiz?

Grunder Hans (BD, BE): Nein, das haben Sie nicht ganz richtig verstanden. Ich habe klar Folgendes gesagt: Die Zahl der Asylbewerber, die wir wegen tragischer Situationen hier haben, wird niemals so gross sein wie die Anzahl jener, die hier wären, wenn wir eben bezüglich Klimawandel nichts ma-

chen würden. Denn dann wären eben ganze Landesteile – in Holland usw. –, die uns nahe sind, schnell dran. Diese Leute können auch die Sprache, und sie wären dann eben hier.

Amstutz Adrian (V, BE): Lieber Herr Grunder, da wir heute wegen tragischer Umstände Asylbewerber hier haben: Ist dann der Klimawandel kein tragischer Umstand?

Grunder Hans (BD, BE): Ja, doch, sehr, sehr tragisch sogar. Ich verstehe nun die Frage nicht ganz. Deshalb müssen Sie helfen und eintreten, um eben diese Gefahr nicht zu einer Tragik werden zu lassen. Jetzt haben wir es noch in der Hand.

Le président (de Buman Dominique, premier vice-président): Le groupe des Verts, le groupe socialiste et le groupe vert/libéral partagent leur temps de parole, qui est de 10 minutes en tout. J'attire votre attention sur le fait que le premier orateur ne doit pas s'attribuer 80 ou 85 pour cent du temps de parole total, comme cela s'est produit hier. Je le précise pour que ce soit plus agréable pour le deuxième orateur.

Mazzone Lisa (G, GE): Dans ce dossier, comme cela a été dit, il s'agit d'anticiper. L'Accord de Paris est à marquer d'une pierre blanche. Face à l'urgence climatique, un engagement global est nécessaire. Et l'histoire s'est écrite à Paris, car une étape sérieuse a été franchie: tous les pays s'engagent; cet accord est universel.

Sur les 194 Etats signataires, 133 l'ont déjà ratifié, dont la Chine, les Etats-Unis et l'Union européenne. La rapidité du processus illustre bien la volonté commune de faire face à l'urgence. Notre cap à tous est d'atteindre zéro pour cent d'émissions de CO₂ pour limiter le réchauffement à 1,5 degré par rapport à l'ère préindustrielle.

En Suisse, cela fait plus de vingt ans que l'on s'est engagé sur la voie de la protection du climat, pour la raison bien simple que protéger le climat, c'est s'offrir un avenir. Car ce qui est en péril, ce sont nos conditions d'existence sur terre, et donc aussi évidemment en Suisse.

Depuis la publication des rapports du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat, on a pu scientifiquement établir un lien entre l'activité humaine et la dérégulation climatique. Nos émissions de CO₂ progressent et nous menacent; elles menacent nos enfants, nos petits-enfants.

En Suisse, on en a la preuve sous nos yeux: les glaciers – nos châteaux d'eau douce – fondent et se rétractent. La neige nous boude, et la limite des chutes monte, au grand désespoir des amateurs de sports d'hiver. Concrètement, la température moyenne annuelle a pris l'ascenseur, grimpant de 1,8 degré en Suisse contre 0,85 degré sur l'ensemble de la planète.

Ainsi, des scientifiques ont pu montrer, en novembre dernier, que la Suisse sera particulièrement affectée par le dérèglement climatique. Et ce n'est pas que le tourisme, mais aussi l'agriculture, qui en seront victimes.

Pourquoi la Suisse? Car les Alpes, qui font notre fierté, couvrent une grande partie de notre territoire. L'inconvénient de cette chance d'avoir les Alpes, c'est que le réchauffement climatique est deux fois plus rapide dans l'arc alpin. Il se solde par des déplacements de terrain, des chutes de pierres, des éboulements, des inondations, des vagues de sécheresse. Malheureusement, cela ne relève pas que de prévisions, c'est aussi et déjà une réalité, et le réchauffement à l'oeuvre amplifie et augmente les épisodes de ce type. Entre le manque d'eau et la propagation de plantes nuisibles et envahissantes, l'agriculture est aussi en ligne de mire.

Signer l'Accord de Paris, qui fixe un objectif clair de réduction des émissions de gaz à effet de serre, ce n'est donc pas que pour nos enfants. C'est aussi, pour les régions de montagne et pour les agriculteurs, une chance dans l'immédiat. C'est également le cas pour notre continuité économique, car les coûts de l'inaction sont beaucoup plus élevés.

Les conséquences du réchauffement climatique ont un coût conséquent en Suisse lorsqu'elle doit y remédier et s'y adapter. Ce risque est largement reconnu, également par des

acteurs comme le WEF, le Forum économique mondial. En outre, les personnes qui doivent quitter leur lieu de vie pour trouver un refuge ailleurs sont déjà nombreuses; on compte plus de réfugiés climatiques que de réfugiés qui fuient les guerres.

L'objectif que tous les pays cherchent à atteindre, c'est la neutralité climatique. C'est l'horizon qui doit nous orienter pour fixer ensuite la voie sur laquelle nous voulons nous engager. C'est pourquoi les Verts revendiquent 60 pour cent de réduction des émissions de gaz à effet de serre d'ici à 2030, afin que la Suisse se donne réellement les moyens d'opérer un virage et de s'engager dans une dynamique mondiale. L'objectif doit être à la mesure de l'urgence.

Toutefois, s'engager pour le climat, c'est non seulement faire face à une urgence inquiétante, mais aussi saisir une immense opportunité. C'est une opportunité pour une économie locale, d'abord, car le tournant énergétique mise sur l'investissement dans les ressources et les sources d'énergie locales, qui constituent une valeur ajoutée ici en Suisse. C'est une opportunité pour l'innovation aussi. Qui sait comment nous vivrons dans quinze ans et qui aurait pensé, il y a quinze ans, que le développement technologique allait être aussi rapide? Ce n'est pas un hasard si plusieurs grandes entreprises se sont également dotées d'objectifs ambitieux. D'ailleurs, Economiesuisse s'est prononcée, dans le cadre de la consultation, pour le projet du Conseil fédéral contenant l'objectif d'une réduction de 50 pour cent des émissions. C'est aussi une opportunité pour notre société – je le dis aussi en tant que jeune – de se projeter et de se construire un avenir ainsi qu'un récit qui soit lumineux, en ces temps où les récits apocalyptiques sont les plus courants.

Alors: 60 pour cent, 50 pour cent ou 40 pour cent? La Suisse a annoncé un objectif de 50 pour cent, et ceci de manière formelle. En augmentant cet objectif, on se donnerait les moyens d'enclencher plus sérieusement le processus. Concrètement, c'est comme lorsque l'on veut faire virer un énorme paquebot: cela prend énormément de temps à le faire bifurquer, mais une fois que le paquebot a amorcé le virage, eh bien il avance. En diminuant l'objectif comme le vise aujourd'hui une proposition de minorité, la Suisse deviendrait le premier pays à revoir à la baisse son objectif initial après l'avoir annoncé. La Suisse deviendrait un pays qui décide de se faire remarquer par un mouvement négatif envers cet accord historique.

Pourtant, cet accord historique nous sert directement. Je le répète: le réchauffement climatique nous affecte davantage en Suisse. Nous aurions donc tout intérêt à ce que la communauté internationale s'engage. Nous profitons de cet engagement international et nous en tirons un avantage évident. Aujourd'hui, soyons fiers de nous inscrire dans l'histoire! Une réduction de 50 pour cent des émissions, c'est un minimum. C'est pourquoi les Verts revendiquent une diminution de 60 pour cent et espèrent que nous nous mettrons tous d'accord pour nous inscrire dans cette histoire avec fierté et avec des perspectives.

Girod Bastien (G, ZH): Liebe SVP-Fraktion, Ihr Verhalten erinnert mich etwas an Frösche – ja, an Frösche –, weil es bei Fröschen so ist: Wenn man sie ins heisse Wasser stellt, springen sie sofort wieder heraus. Wenn man hingegen einen Frosch nimmt und ihn ins kalte Wasser tut und dieses Wasser langsam erwärmt, merkt der Frosch nicht, dass es wärmer wird, und bleibt im Wasser, auch wenn er herauspringen könnte. Er bleibt im Wasser, bis er am Schluss verkocht. Genau das machen Sie bei der Klimaerwärmung. Sie merken nicht, was hier passiert. Wir haben eine der existenziellsten Bedrohungen für unsere Lebensgrundlage, und was machen Sie? Sie machen nichts – Sie springen nicht aus dem Wasser. Sie wollen sogar jetzt, wo wir ein internationales Übereinkommen haben, bei dem alle mitmachen – eigentlich die Rettung für die Schweiz, weil eben alle mitmachen müssen –, nicht mitmachen. Sie wollen dieses Abkommen sabotieren.

Herr Müri, wenn man hier dann schon so einen Minderheitsantrag stellt und gross etwas behauptet von wegen Kosten, dann, finde ich, wäre es das Mindeste – das Mindeste! –, den Mut zu haben, auch Fragen zu beantworten, und nicht,

wenn kritische Fragen kommen, zu sagen, ja, jetzt verstecke ich mich hinter Toni Brunner. Dann müssen Sie diese Fragen auch beantworten, weil die Position der SVP natürlich viele Fragen weckt. Die Position der SVP ist höchst widersprüchlich.

Meine Frage betrifft die Unabhängigkeit. Sie haben von Kosten gesprochen. Was ist denn mit den Kosten, die wir tagtäglich für das Erdöl und das Uran haben, das wir importieren? Das macht jährlich mehr als 10 Milliarden Franken. Was ist denn mit diesen Kosten? Mit dem Klimaschutz reduziert man eben auch diese Kosten. Oder was ist mit der Heimat, der Heimat, die Sie so verteidigen möchten? Was ist, wenn die Hänge zu rutschen beginnen? Was ist, wenn die Gletscher abschmelzen? Was ist denn Ihre Antwort, was ist denn Ihre Lösung zu diesem Problem? Wenn Sie sich glaubwürdig für die Heimat einsetzen wollen, was ist denn Ihr Vorschlag? Wie soll man vorgehen, wenn nicht das Pariser Übereinkommen unterstützen?

Die Flüchtlinge wurden von Herrn Grunder genannt. Natürlich, es kommen auch sonst noch Flüchtlinge. Aber es ist doch völlig inkonsequent zu klagen, dass so viele Flüchtlinge kommen, und dann, wenn es darum geht, die Ursachen anzupacken, nämlich dass diese Menschen die Existenzgrundlage verlieren, einfach nicht mitzumachen, auch wenn es nur um ein internationales Abkommen geht.

Auch bezüglich der Landwirtschaft: Sie sagen, Sie seien die Bauernpartei. Bei der Ernährung finden Sie, man solle möglichst viel in der Schweiz produzieren – wieso nicht auch bei der Energie? Wieso sind Sie gegen einheimische erneuerbare Energien? Wieso bekämpfen Sie das? Hat das etwa damit zu tun, dass Herr Rösti ein Mandat bei der Erdölindustrie hat und deren Interessen vertritt? Sind Sie deswegen hier nicht unabhängig? Oder hat es damit zu tun, dass Herrn Blochers Freund, Herr Ebner, bei der Alpiq eingestiegen ist und Sie finden, dass weiterhin mit Atomstrom versorgt werden soll und nicht mit erneuerbaren Energien? Wieso erkennen Sie nicht, dass es für die Landwirtschaft natürlich eine Chance ist, wenn man nicht nur Lebensmittel, sondern auch Energie herstellt? Bei der Energie ist es genauso wichtig wie bei Lebensmitteln, dass man sie einheimisch produziert.

Liebe SVP, Sie haben in dieser Frage viele Widersprüche. Ich bitte Sie: Wenn Sie schon einen solchen Minderheitsantrag vertreten, dann verstecken Sie sich nicht vor den Fragen. Stellen Sie sich den Fragen. Ich bitte Sie: Verhalten Sie sich nicht wie Frösche! Springen Sie rechtzeitig aus dem Wasser, und unterstützen Sie dieses Abkommen!

Büchel Roland Rino (V, SG): Herr Girod, Ihnen als grünem Frosch möchte ich doch auch eine Frage stellen: Wie viel trägt denn die Schweiz – in Promille – dazu bei, dass im Kochtopf das Froschwasser überhaupt zum Sieden kommt? Und wie gross kann überhaupt der Einfluss sein, wenn wir da ein bisschen herumschrauben?

Girod Bastien (G, ZH): Erstens beantworte ich gerne Ihre Frage, im Unterschied zu Ihren Kollegen, die Fragen nicht beantworten.

Zweitens habe ich nichts gegen Frösche. Das habe ich nicht so gemeint. Es geht nur um die Analogie im Verhalten. Ich will, dass Sie mich da nur nicht falsch verstehen.

Drittens geht es hier nicht darum, was die Schweiz macht, es geht hier um das internationale Abkommen, bei dem alle Länder mitmachen, alle Länder, welche alle Emissionen verursachen. Alle machen mit. Und alle Länder sind eben verantwortlich für den Klimaschutz. Mit dem Nichteintretensantrag der Minderheit wollen Sie dieses internationale Abkommen abschiessen. Es geht hier nicht um die Schweizer Klimapolitik. Darum geht es – das steht ja im Übereinkommen in Artikel 4 Absatz 2 – im Rahmen des CO₂-Gesetzes. Hier geht es um das internationale Abkommen, das Sie à la Trump sabotieren wollen.

Aebi Andreas (V, BE): Herr Kollege Girod, ich habe nicht eine Frage für Frösche, sondern eine Frage, die mich immer selber beschäftigt. Einerseits spricht man vom CO₂-Ausstoss unserer Kühe, der nicht gut sei, und andererseits möchte

man unsere Kühe auf der Weide sehen. Was ist da Ihre Lösung?

Girod Bastien (G, ZH): Das grösste Problem ist das CO₂. Bei den Kühen steht ja das Methan im Vordergrund. Dort gibt es aber natürlich viele Möglichkeiten, das zu reduzieren. Darüber, wie man das reduzieren kann, sollten wir sprechen. Aber noch einmal: Hier geht es wirklich um das Pariser Abkommen. Sie haben es mitbekommen: Alle machen mit. Sie verlangen, dass wir als einziges Land nicht mitmachen, obwohl wir am meisten betroffen sind. Das ist die einzige Frage, die sich hier stellt. Auf diese Frage werde ich in meinen Antworten eingehen.

Hess Erich (V, BE): Herr Nationalrat Girod, Sie wissen ja, wir hatten schon viele kältere und wärmere Zeiten auf diesem Planeten, diverse Gletscherzeiten. Sie wissen ja auch, dass 97 Prozent der CO₂-Ausstösse natürliche Ausstösse sind und nur 3 Prozent vom Menschen verursacht sind. Wenn man es herunterrechnet auf die Schweiz, stellt man fest, dass diese 0,0000001 Prozent davon verursacht. Glauben Sie nicht auch, dass die Kosten, die wir hier verursachen, in keinem Verhältnis zum Nutzen stehen?

Girod Bastien (G, ZH): Herr Hess, vielen Dank für diese Frage. Diese Frage ist meines Erachtens sehr aufschlussreich, was die alternativen Fakten betrifft, welche die SVP hier vertritt und an welche sie glaubt. Das sind alternative Fakten, was Sie hier erzählen. Ich gebe Ihnen aber gerne auch eine andere Motivation, um dieses Abkommen und den Klimaschutz zu unterstützen: Das ist der Erdölimport. Ich hoffe, beim Erdölimport haben Sie nicht auch alternative Fakten zur Hand und erkennen, dass mehr einheimische Energien sinnvoll wären.

Rösti Albert (V, BE): Ich glaube, vor der Frage muss ich meine Interessenbindung klären: Ich bin nicht Vertreter der Erdölindustrie, sondern von Swissoil. Swissoil verteidigt die vielen Tausend Hausbesitzer, denen Sie die Ölheizung herausreissen lassen wollen.

Meine Frage: Bestreiten Sie, dass die Kosten für die Vermeidung von einer Tonne CO₂ in der Schweiz weit höher sind als bei den grössten Emittenten – USA, China, Asien – und dass, wenn wir hier die Vorschriften verschärfen, die Wettbewerbsfähigkeit sinkt und deshalb unsere Firmen ins Ausland abwandern, was für das Klima letztlich negativ ist, weil sie dort bei tieferen Standards produzieren? Wir schaden also dem Klima mit zusätzlichen Vorschriften. Stimmt das, oder stimmt das nicht?

Girod Bastien (G, ZH): Vielen Dank für Ihre Frage. Zuerst einfach zu Swissoil: Swissoil ist ja eigentlich ein Unname. Wie Sie wissen, produzieren wir in der Schweiz kein Erdöl, und von dem her haben Sie hier schon etwas ein Erklärungsproblem. Zu den Kosten: Es geht hier, noch einmal, eben nicht um Inland/Ausland. Diese Frage wird später im Rahmen des CO₂-Gesetzes beantwortet. Zu China und den USA: Ja genau, jetzt haben wir ein Abkommen, bei dem beide Länder bis jetzt noch mitmachen wollen, wir haben ein Abkommen – und was macht die kleine Schweiz? Wir brauchen sie, und genau weil wir sie brauchen, brauchen wir dieses Abkommen. Was ist denn die Alternative zu diesem Abkommen? Es ist wirklich völlig widersprüchlich, dass Sie, wenn man ein Abkommen hat, bei dem diese Länder mitmachen, dieses bekämpfen.

Glarner Andreas (V, AG): Geschätzter Kollege Girod, wir sind in den Achtzigerjahren einem gigantischen Schwindel aufgesessen: Das war das Waldsterben. Sie noch nicht, aber Ihre Vorgänger haben uns damals gezwungen. Wir fahren in der Schweiz auf den Strassen übrigens immer noch "Tempo Waldsterben", 80 und 120 Stundenkilometer. Das Waldsterben hat sich als gigantische Lüge erwiesen. Wie können Sie, Herr Girod, uns jetzt garantieren, dass wir nicht einem gigantischen Klimaschwindel aufsitzen?

Girod Bastien (G, ZH): Herr Glarner, ich wusste schon, bevor Sie gesprochen haben, dass wir wieder etwas zu den alternativen Fakten hören würden. Sie müssen sich auch mal Folgendes überlegen: Sie unterstützen ja die Gelder für die ETH. Haben Sie das Gefühl, die Leute dort seien alle irgendwie nicht ganz hundert? Gut, dann ist das auch eine Aussage: Sie haben das Gefühl, die Leute an der ETH seien alle nicht ganz hundert. Ich glaube, damit beantworten Sie auch Ihre Frage.

Zum Waldsterben kann man auch sagen, dass sich das ohne Grenzwerte nicht so entwickelt hätte. Wir haben auch reagiert. Es ist immer so mit Umweltproblemen, dass man sagt, die Katastrophe sei nicht eingetroffen. Aber meistens ist sie nicht eingetroffen, weil man reagiert hat. Wenn Sie den Schwefelgehalt von heutigen Brennstoffen mit demjenigen der Brennstoffe aus jener Zeit vergleichen, dann sehen Sie, dass es einen Riesenunterschied gibt – einen Riesenunterschied! Bei der Luftreinhaltung hat man reagiert, hat man das Problem erkannt. Genau das Gleiche müssen wir jetzt beim Klimaschutz machen.

Salzmann Werner (V, BE): Herr Kollege Girod, ich habe noch eine Anschlussfrage zur Frage von Kollege Aebi. Sie haben sie nämlich nicht beantwortet. Wie wollen Sie als Zoologe beim Viernagensystem der Wiederkäuer den Methanausstoss reduzieren? Können Sie mir das erklären?

Girod Bastien (G, ZH): Es gibt tatsächlich auch Forschung in dem Bereich, wonach eine Reduktion möglich ist, wenn man die Zusammensetzung der Ernährung verändert; das hat einen Einfluss.

Wie Sie wissen, macht den grössten Teil der Emissionen, 70 Prozent, das CO₂ aus; dazu gehören auch CO₂-Emissionen, die viel langfristiger wirken. Auf dem CO₂ liegt der Hauptfokus im Klimaschutz, da muss man zuerst reduzieren. Man muss aber auch im Bereich der Landwirtschaft Anstrengungen unternehmen. Es gibt viele Lösungen. Wenn Sie sich für diese Diskussion offen zeigen, dann können wir gerne auch über die Lösungen sprechen. Aber nochmals: Hier geht es nicht darum, welches die Lösung ist, hier geht es nur um die Frage, ob wir etwas machen oder ob wir nichts machen.

Imark Christian (V, SO): Herr Girod, Sie werfen hier ständig unseren Vertretern die Bedienung von alternativen Fakten vor. Dabei sind Sie es, der alternative Fakten bedient. Sie haben keine einzige Frage beantwortet. Auch Herr Grunder hat die Frage vorhin nicht beantwortet. Deswegen stelle ich Ihnen nochmals die gleiche Frage: Welches Gas trägt am meisten zum Treibhauseffekt bei?

Girod Bastien (G, ZH): Ja, Herr Imark, da haben Sie sich aber gut informiert und eine Frage herausgesucht. Sie wollen wahrscheinlich hören, dass Wasser, H₂O, die grösste Treibhauswirkung hat. Das wäre die richtige Antwort für Sie. Aber es ist die falsche Antwort. Denn die Frage ist ja nicht, welches Gas die grösste Treibhauswirkung hat. Das ist Wasser, das stimmt. Aber den Wasserkreislauf hat die Menschheit nicht verändert. Was die Menschheit verändert hat, ist der CO₂-Gehalt. Was das System aus der Balance bringt, ist eben CO₂. Deshalb ist CO₂ die richtige Antwort.

Jans Beat (S, BS): Das Verhalten der SVP hat auch bei mir etwas ausgelöst, ich muss auch noch etwas loswerden. Herr Rösti, Swissoil hat verschiedene Mitglieder. Das sind nicht die Ölheizungsbauer der Schweiz. Das sind Shell, Tamoil, Socar – internationale Ölkonzerne. Sie reden hier von Unabhängigkeit, von der Landwirtschaft, die man retten müsse, indem man dem Abkommen nicht beitrifft. Es gab genau zwei namhafte Organisationen, die in der Vernehmlassung den Beitritt zu diesem Klimaabkommen abgelehnt haben: Es waren die SVP und Swissoil, sonst keine. Beide haben denselben Präsidenten: Albert Rösti. Die SVP predigt landauf, landab die ganze Zeit die Unabhängigkeit vom Ausland. Das ist ihr oberstes Gebot. Als Präsident von Swissoil machen Sie exakt das Gegenteil: Sie sorgen dafür, dass wir auch in

Zukunft von der Ölindustrie abhängig bleiben, von internationalen Konzernen, die jedes Jahr Milliarden aus der Schweiz abziehen. Sie sind mit Ihrem Gebaren hier die Handlanger der Ölindustrie, nichts anderes.

Es geht hier gar nicht um das Klima. Dem Klima ist es egal, ob wir hier beitreten oder nicht. Dem Klima ist es egal, ob das Abkommen scheitert oder nicht. Es geht um uns. Es geht um die kommenden und um die jungen Generationen, es geht um die Schweiz, um unsere Volkswirtschaft. Denn die wird bedroht, wenn eintritt, was uns die Wissenschaft schon lange vorhält, nämlich dass mit der Klimaerwärmung oder mit der Klimaüberhitzung, das ist das richtige Wort, weltweit Infrastrukturen in Gefahr kommen, weltweit Flüchtlingsströme ausgelöst werden, weltweit Leid ausgelöst wird – auch in der Schweiz!

Es stimmt, in der Schweiz wird nur ein kleiner Teil des CO₂ emittiert, er liegt im Promillebereich. Das ist schon richtig. Aber wir werden die volle Packung der Klimaüberhitzung in der Schweiz erleben. Wir sind exponiert mit den vielen Fließgewässern, die wir haben, die zunehmend Überschwemmungen verursachen werden. Es werden Wohngebiete überschwemmt, wenn die Überschwemmungsgefahr zunimmt. Das sagen alle Wissenschaftler, das ist unbestritten. Es ist unsere Verkehrsinfrastruktur, der Gefahr droht, wenn die Hänge rutschen, weil der Permafrost tauen wird. Das wird er, wenn die Klimaerhitzung 4 Grad und mehr ausmachen wird. Unsere Landwirtschaft, Herr Brunner, wird massive Probleme bekommen, wenn die Klimaerhitzung so schnell weitergeht wie jetzt. Es wird Trockenperioden geben, es wird Überschwemmungen geben, mit denen die Landwirtschaft zu kämpfen haben wird. Das sind volkswirtschaftliche Bedrohungen für unser Land. Deshalb haben wir ein enormes Interesse, dass diese Herausforderung angepackt wird – wir Schweizerinnen und Schweizer haben dieses Interesse. Was macht die Eidgenossenschaft, wenn sie vor einer grossen Herausforderung steht, die sie alleine nicht bewältigen kann? Was macht sie traditionellerweise? Sie packt sie an, sie sucht Verbündete, und dann wehrt sie sich gegen die Bedrohung. Sie tut sich mit den Mutigen zusammen und legt nicht ihre Hände in den Schoß und dreht Däumchen, wie Sie das gerne machen würden. Es ist urfreundeidgenössisch, wenn wir hier sagen, dass wir die Probleme zusammen lösen.

Es stimmt nicht, wenn Sie sagen, die Emissionen, die global ausgestossen werden, gingen uns nichts an. Da muss ich auch Bastien Girod widersprechen. Die Schweiz hat eine grosse Verantwortung, was die Klimaerwärmung angeht. Unser Geld, so, wie es angelegt ist, verursacht eine Klimaerwärmung von 4,5 Grad; das hat eine Studie des Bafu herausgebracht. Wir Schweizer mit unserem Vermögen sind weltweit der sechstgrösste Investor in Klimakonzernen, die Ihr Präsident, Herr Albert Rösti, hier vertritt.

Das muss aufhören, wir müssen die Finanzströme in der Zukunft in die Alternativen lenken. Die gibt es. Heute kann man Gebäude ohne Öl und ohne Gas heizen, auch in der Schweiz, praktisch jedes Gebäude. Man kann heute Mobilität ohne Öl und ohne Gas organisieren. Die Lösungen sind da, wir müssen schauen, dass das Geld dort hineinfliesst. Das ist der Geist dieses Klimaabkommens. Es entspricht dem schweizerischen Geist, dass wir uns davor nicht drücken.

In diesem Sinne ist die SP-Fraktion ganz klar für Eintreten auf diesen Bundesbeschluss. Wir werden uns vehement dagegen wehren, dass man das Reduktionsziel auf 40 Prozent senkt. Das wäre der erste und ein eklatanter Widerspruch zum Klimaabkommen selber. Das wäre "business as usual" für die Schweiz, und das will das Klimaabkommen nicht. Es will ehrgeizige Ziele für jedes Land.

In diesem Sinne bitte ich Sie um Ihre Zustimmung.

Portmann Hans-Peter (RL, ZH): Sie haben gesagt, wir müssten die Geldströme in die alternative Industrie fliessen lassen. Was sagen Sie allen Sparerinnen und Sparern, den Pensionskassen, den Altersvorsorgeeinrichtungen, die genau das gemacht haben nach dem deutschen Entscheid zur Klimastrategie? Sie haben investiert in all diese deutschen

Solarfirmen, und jetzt haben sie auf ihren Aktien Verluste von bis zu 80 Prozent!

Jans Beat (S, BS): Halt, ich habe nicht gesagt, man müsse alles Geld in die Alternativen lenken! Es gibt verschiedene Untersuchungen zu Finanzstrategien. Diese zeigen deutlich auf, dass die Portfolios, die nicht auf grosse Energiekonzerne gewettet haben, in den letzten Jahrzehnten besser gefahren sind als die Indexportfolios der Aktienmärkte. Aber sicher, Herr Matter, so ist das. Das ist auch der Grund, warum Warren Buffett zum Beispiel aus den Energiekonzernen ausgestiegen ist, warum der norwegische Staatsfonds aus den Energiekonzernen ausgestiegen ist, warum immer mehr Investoren aussteigen. Sie haben Angst um ihre Assets. Sie merken, dass diese Konzerne am Untergehen sind und dass die Welt ohne sie weitergehen muss.

Nordmann Roger (S, VD): Le réchauffement climatique est un fait que nous pouvons tous observer. Par exemple, les amateurs de sports d'hivers – et ils sont nombreux dans cette salle – le constatent année après année: la situation s'empire. Si l'enjeu n'était que le sport d'hiver, il pourrait éventuellement être qualifié d'anecdotique, quoique pour la Suisse c'est un facteur culturel et économique d'importance. Mais le réchauffement climatique pose, chez nous comme ailleurs, des problèmes bien plus graves. Il suffit par exemple de penser à l'impact de l'augmentation du niveau des mers, de 80 centimètres d'ici à la fin du siècle, si nous ne faisons rien. Cela signifie que des pays entiers deviendront inhabitables et que des centaines de millions de personnes devront se mettre à la recherche d'une nouvelle patrie. Le réchauffement climatique, et la sécheresse qui va de pair dans certaines régions, mettront d'autres centaines de millions d'humains sur les chemins de l'exil, et ceci sans parler des dommages aux écosystèmes.

Nous ne pourrions pas complètement éviter le réchauffement climatique, mais il est encore possible de le limiter et de le ralentir, avec l'objectif de le contenir entre 1,5 et 2 degrés d'ici à la fin du siècle. Pour y parvenir, il est nécessaire que les Etats se mettent d'accord sur un cadre de coopération. Et c'est précisément l'objet de l'Accord de Paris, sur lequel nous nous prononcerons aujourd'hui. Avant la Suisse, 133 Etats – je le répète, 133 Etats – ont déjà ratifié cet accord. Nous serions ainsi le 134e Etat à le faire si nous le ratifions aujourd'hui dans les deux conseils, ce qui ne sera évidemment pas le cas.

L'enjeu aujourd'hui pour la Suisse est de se joindre à la communauté des nations dans cet effort. Nous avons suffisamment regretté dans cette salle que les précédents régimes climatiques n'incluent pas les pays émergents. Cet accord corrige enfin cet aspect fondamental. Sa ratification est d'autant plus importante que la politique des Etats-Unis en la matière devient douteuse et que la Suisse doit pouvoir dès le début participer aux négociations de la Conférence des Parties.

A l'intention des représentants des minorités, qui souhaitent mener une bataille de chiffres sur l'ampleur de l'engagement de la Suisse, je dirai que ce n'est pas le moment de conduire cette discussion. Nous discuterons de la question au moment du débat sur la nouvelle législation sur le CO₂. C'est là que nous ferons la pesée d'intérêts entre les objectifs internes au pays, ceux extérieurs au pays et les mesures qu'il est possible de prendre à l'intérieur du pays pour atteindre des objectifs internes.

C'est se tromper de débat que de vouloir trancher cette question quantitative maintenant. Une ratification conditionnelle dans un sens – 40 pour cent – ou dans l'autre – 60 pour cent – serait assez ridicule. L'accord est à prendre ou à laisser, et le texte de l'accord lui-même ne fixe pas d'engagement quantitatif: chaque pays détermine lui-même quels sont ses engagements; l'obligation, c'est d'indiquer un engagement national, mais qui reste de la compétence du pays. Prendre du retard dans la ratification, ce serait ridiculiser la Suisse et donner un mauvais signal au monde.

Je vous prie donc de suivre la majorité de la commission et le Conseil fédéral.

Chevalley Isabelle (GL, VD): Je commencerai par une anecdote à l'attention de Monsieur Erich Hess. Lorsque j'étais au Burkina Faso, j'ai rencontré un groupe de femmes qui fait du maraîchage, cultive des tomates, des oignons et des pommes de terre. Et je leur ai demandé quel était leur problème. Je m'attendais à ce qu'elles me répondent que c'était l'accès à la santé, sachant que c'est un problème en Afrique. Or la première chose que m'ont dite ces femmes, c'est qu'elles avaient un problème avec le changement climatique et qu'elles aimeraient avoir une formation pour adapter leurs méthodes culturales au changement climatique. Donc, ces femmes, qui sont illettrées, analphabètes, vivent tous les jours les problèmes du changement climatique. Si jamais, n'hésitez pas à les consulter.

Si vous ne voulez pas réduire les émissions de gaz à effet de serre pour des raisons climatiques, faites-le alors pour des raisons géopolitiques! Monsieur Muri, vous dites que l'Accord de Paris coûtera 500 à 600 millions de francs. Mais Monsieur Muri, ces dernières années, la Suisse a importé l'équivalent de 10 milliards de francs par année d'énergie fossile! C'est beaucoup, beaucoup d'argent, qui part dans des pays qui n'hésitent pas à faire la promotion d'un islam radical, et tout cela avec notre argent. Ne pensez-vous pas que cet argent serait mieux investi en Suisse? J'ai presque envie de vous dire: "Switzerland first!"

Il est inconcevable, avec les effets du changement climatique que nous observons aujourd'hui, de ne pas vouloir entrer en matière. C'est simplement irresponsable de la part de notre génération.

Quant à l'objectif, comment voulez-vous qu'un athlète ait une chance de gagner des Jeux olympiques si son objectif, c'est de gagner le tournoi local? C'est seulement en nous fixant un objectif ambitieux mais réaliste que nous pourrions mettre en oeuvre les mesures nécessaires.

Il est évident qu'un objectif de 60 pour cent serait idéal, mais nous sommes un parti pragmatique et nous estimons qu'un objectif de 50 pour cent permet déjà d'amorcer le système dans la bonne direction.

Le groupe vert/libéral entrera en matière et soutiendra un objectif de 50 pour cent.

Bäumle Martin (GL, ZH): Die Grünliberalen werden auf die Vorlage eintreten. Klimawandel ist eine der grossen Herausforderungen der Menschheit, und es braucht ein globales Handeln. Das Übereinkommen von Paris ist ein wichtiger Meilenstein. Die meisten Länder, auch die grossen, haben sich auf die Notwendigkeit zu handeln eingestellt. Mit dem Übereinkommen ist aber leider noch kein CO₂-Molekül weniger in der Atmosphäre. Konkrete Umsetzungen in den Ländern müssen folgen, und zwar in allen Ländern. Die Schweiz als reiches Land mit einem grossen Footprint ist besonders aufgefordert zu handeln, auch wenn ihr Anteil an den globalen Emissionen absolut gering ist. Mit dem Importanteil ist der Footprint pro Kopf in der Schweiz sehr gross, und deshalb ist sie eben pro Kopf trotzdem ein grosser Produzent, und es besteht grosser Handlungsbedarf.

Dass eine Fraktion hier sogar das Eintreten bekämpfen kann, ist beschämend. Sogar Länder wie China haben das Übereinkommen ratifiziert und nehmen den Klimawandel ernst und wollen etwas dagegen tun. Es wird nur etwas bewirken, wenn die grossen Emittenten, die USA, China, Indien, Russland, die EU usw., alle handeln. Aber die Schweiz darf nicht im Abseits stehen, das wäre schlicht unverantwortlich und auch peinlich.

Wenn ich der SVP zuhöre, mache ich mir etwas Sorgen. Ich bin manchmal unsicher: Wollen Sie es nicht verstehen, oder verstehen Sie es wirklich nicht? Wenn ich die Frage von Herrn Imark höre, dann muss ich sagen, ja, Wasserdampf ist das wichtigste Treibhausgas, und ja, Sie müssen auch verstehen, ohne den Treibhauseffekt hätten wir auf unserem Planeten kein Leben. Das heisst, der Treibhauseffekt an sich ermöglicht das Leben auf diesem Planeten erst. Die Zusammensetzung von Wasserdampf und CO₂ in natürlichen Verhältnissen hat uns das Leben ermöglicht. Und was tun wir jetzt? Wir injizieren in diese Atmosphäre in kurzer Zeit viel

zu viel eines Gases namens CO₂ und verändern diese Mischung. Es gibt dann noch andere Gase, Lachgas, Methan. Die sind noch schlimmer, und dort ist die Landwirtschaft einer der Hauptemittenten. Wir haben auch FCKW, wir haben Aerosole. Und dieser ganze Cocktail, den wir in die Atmosphäre injizieren, hat eben diesen Klimawandel angetrieben. Und dort ist eben das CO₂ der Haupttreiber.

Aber der Wasserdampf ist eben auch wichtig, und gerade wenn die Temperatur ansteigt – was im Moment passiert – und mehr Wasser verdampft, wird dieses starke Treibhausgas eben nochmals einen Rückkoppelungseffekt in die negative Richtung verursachen. Das heisst, wir spielen hier mit unserer dünnen Atmosphäre, die in einem fragilen Gleichgewicht das Leben ermöglicht hat, indem wir meinen, wir könnten in kurzer Zeit hier einfach vieles injizieren und es passiert nichts. Das sind die Fakten. Alles andere – von wegen, es sei immer schon so gewesen und die Dinosaurier seien auch ausgestorben – ist falsch. Ja, es ist möglich: Wenn Sie so weitermachen, wie Sie diskutieren, übersteht die Menschheit das dann halt irgendwann nicht mehr.

Mir macht aber auch die FDP Sorgen, die heute etwas glimpflich davonkommt. Die SVP sagt einfach, sie wolle nichts tun, es gebe kein Problem. Die FDP will aber den Pelz waschen, ohne ihn nass zu machen. Sie ist für das Pariser Abkommen im Sinne eines Feigenblatts, will dann aber nur einen Teil ratifizieren und uns damit im internationalen Kontext etwas lächerlich machen und hat schon konkret angekündigt, was sie alles ablehnt. Das heisst, dort, wo es darum geht, zu handeln und nicht nur ein Ziel zu definieren, wird die FDP dann kaum mehr mitmachen. Da ist mir manchmal die SVP sogar lieber, die ehrlich sagt, sie wolle einfach gar nichts tun.

Ich möchte jetzt noch zu den Zielen kommen. Wir haben bereits eine Gesetzgebung angenommen. Es sind die Inlandziele, die bis 2020 erreicht werden müssen. Dort könnte der Bundesrat schon heute im Inland 25 Prozent Reduktion als Minimalziel festlegen. Diese Kompetenz haben wir ihm gegeben. Gesamthaft könnte er 40 Prozent festlegen, im In- und im Ausland. Das gilt bis 2020. Wenn wir das jetzt für 2030 festlegen und damit der Minderheit I (Schilliger) folgen, gehen wir eigentlich hinter das zurück, was wir bereits beschlossen haben, nämlich die Emissionen bis 2020 um 40 Prozent zu reduzieren, im In- und im Ausland. Jetzt sollen wir das zehn Jahre später tun, und das angesichts des Handlungsdrucks, der seither nicht gesunken, sondern im Gegenteil angestiegen ist! Die Problematik hat sich, das ist wissenschaftlich nachgewiesen, klar verschärft. Das heisst, der Antrag der Minderheit I ist schlicht absurd und unehrlich.

Wenn wir es rein klimapolitisch, rein von der Herausforderung her anschauen würden, müssten wir deutlich weiter gehen. Gerade mit unserem Footprint im Ausland müssten wir bis 2030 mindestens 60 oder 70 Prozent reduzieren – eigentlich. Da wäre der Antrag der Minderheit II (Fricker) eigentlich der richtige Ansatz. Trotzdem werden wir den Entwurf des Bundesrates voll stützen. Es ist so, die Schweiz muss ihren Teil beitragen, aber sie kann die Welt nicht alleine retten. Wir sind nämlich ein kleines Land.

In diesem Sinne ist der Entwurf des Bundesrates pragmatisch. Er geht nicht in die wissenschaftliche Richtung, aber er ist pragmatisch. Wir setzen heute mit Blick auf die 50 Prozent noch nicht fest, wie viel davon im Inland und wie viel im Ausland zu reduzieren ist. Ich bin auch der Meinung, dass wir im Ausland mehr machen müssen, weil dort die Effizienz pro Franken tatsächlich oftmals höher ist. Aber vielleicht müssen wir uns überlegen, ob wir dann nicht einfach mehr machen im Ausland, vielleicht doppelt so viel, weil es nur 10 Prozent kostet. Es ist etwas unanständig zu sagen, dass wir dann 50 Prozent reduzieren, aber alles im Ausland machen und uns das Geld sparen. Das ist ein bisschen ein Ablasshandel. In diesem Sinne müssen wir diese Diskussion später führen und nicht heute.

Ich komme noch zu den Kosten: Es wurde viel über Kosten gesprochen. Was die Anpassungskosten betrifft, möchte ich nur einige Beispiele nennen: Wenn man Bahnen und Strassen in Tunnels bauen muss, weil man in den Bergen nicht mehr auf andere Weise Sicherheit herstellen kann, dann kostet das Millionenbeträge, insgesamt Milliardenbeträ-

ge. Wenn man als Folge des Klimawandels Verbauungen machen muss, dann kostet das massiv. Wenn der Permafrost schmilzt, können dort keine Bergbahnen mehr fahren. Wie wollen Sie Skitourismus machen, wenn Sie keinen Schnee mehr haben? Die Landwirtschaft leidet ebenfalls unter dem Klimawandel. Schlaue Bauern haben es schon gemerkt. Das heisst, dass die Kosten, die auf uns zukommen, sehr hoch sind. Sie sind heute schon höher als das, was wir investieren. "Was wir investieren" heisst eigentlich, dass wir dieses Geld sparen. Diese 10 Milliarden Franken, die erwähnt wurden, sind Geld, das eigentlich in unsichere Länder, an Diktaturen geht; es wurde heute schon erwähnt.

Ich bin schon erstaunt, dass sich die SVP hier plötzlich für eine Masseneinwanderung einsetzt, wo sie doch sonst immer das Gegenteil macht; auch die Geschichte mit der Migration wurde bereits angesprochen. Auch dort gilt, dass die Hauptkosten des Klimawandels in diesen Ländern anfallen. Das aber, was dann auf uns zukommt, das hat Herr Grunder gesagt, wird uns ebenfalls Kosten verursachen.

Am Ende müssen wir deshalb sagen: Handeln im Sinne des Klimas, in der Schweiz und im Ausland, mit diesen Minimalzielen, wird uns deutlich weniger kosten, als nichts zu tun. Deshalb ist es zwingend, einzutreten und als Schweiz eine Vorbildfunktion einzunehmen und dann beim CO₂-Gesetz zu diskutieren und klar zu definieren, wie wir das Ziel erreichen wollen und müssen. Am Ende müssen wir bis 2050 sogar 80 Prozent CO₂ oder mehr und auch die anderen Klimagase reduzieren. Da werden wir noch eine grosse Herausforderung haben.

Ich bitte Sie also im Namen der Grünliberalen, auf die Vorlage einzutreten.

Clottu Raymond (V, NE): Monsieur Bäümle, vu l'accroissement massif de la population sur la planète, vous pourriez ratifier une multitude d'accords et investir des centaines et des centaines de milliards de francs, sans arriver à résoudre quoi que ce soit; je suis désolé de vous le dire. Il faut aborder le problème là où il se trouve réellement, c'est-à-dire au niveau de l'accroissement de la population. N'êtes-vous pas de cet avis?

Bäümle Martin (GL, ZH): Ich glaube, Sie sprechen einen wichtigen Punkt an. Es gibt zwei Faktoren: die Anzahl Köpfe und den Konsum pro Kopf. Die Anzahl Köpfe war aber in der Vergangenheit bezüglich der Klimagase nicht das Hauptproblem, sondern der Konsum pro Kopf. Wenn jeder Mensch in China, Indien, Afrika den gleichen Footprint haben will wie der Schweizer inklusive Import, dann ist das eine so massive Vervielfachung an CO₂-Emissionen, dass das nicht mehr aufgeht. Da kann sich im Vergleich dazu die Bevölkerung noch lange verdoppeln. Das heisst nicht, dass man die Anzahl Köpfe nicht im Auge behalten muss. Das wäre falsch.

Köppel Roger (V, ZH): Ich gehöre auch zu dieser begriffsstützigen Partei, die einfach nicht verstehen kann, was hier abgeht. Entschuldigen Sie deshalb meine Frage. Wie erklären Sie mir, dass in der Antike zur Zeit des Römischen Reiches die Temperaturen in Europa viel höher waren als heute? Ich glaube, es gab auch Phasen im Mittelalter, wo es viel wärmer war. Meines Erachtens waren dort der Autoverkehr und auch die Absonderung von Aerosolen aus Spraydosen noch nicht ganz so hoch wie heute.

Bäümle Martin (GL, ZH): Sie haben absolut Recht: Erstens gab es in der Geschichte schon vor der Menschheit Eiszeiten und Wärmezeiten. Es gab immer Veränderungen der Klimasituation. Der Punkt ist, dass diese Veränderungen sehr oft sehr langsam stattgefunden haben. Und trotzdem: Eine Eiszeit war eine markante Veränderung und hat gerade unsere menschliche Gesellschaft in gewissen Zeiten fast ans Ende getrieben.

Auch in den Zwischenzeiten ist das eben so. Ich habe von einem fragilen Gleichgewicht gesprochen. Es gibt immer kleine Änderungen. Wir wissen, dass auch Vulkanausbrüche, Erdbeben usw. einen Impact auf das Klima haben. Das heisst, dass über eine gewisse Zeit auch langsame Anpassungen,

leichte Erhöhungen, leichte Senkungen tatsächlich vorhanden sind. Wir wissen aber heute – und da ist sich die Wissenschaft einig –, dass wir heute in einem ganz anderen Temperaturbereich wären, wenn man nur die natürlichen Effekte, die es eben gibt, berücksichtigen und Temperaturannahmen für die ganzen Kontinente und Ozeane treffen würde. Dazu haben wir Modelle und Daten, und es gibt sehr schöne Grafiken. Wenn Sie die Emissionen, die im letzten Jahrhundert anthropogen hinzugekommen sind, dazunehmen, haben Sie eine hohe Signifikanz dafür, dass die ansteigenden Temperaturen, die wir heute eben sehen, tatsächlich anthropogen verursacht sind.

Es heisst nicht, die Natur verursache überhaupt keine Änderungen. Aber bei den schnellen Impacts und den schnellen Änderungen, die aktuell zu dieser hohen Temperaturverschiebung führen, ist es, ich sage mal, wissenschaftlich zu weit über 80 Prozent nachweisbar, dass höchstwahrscheinlich der Mensch dafür verantwortlich ist. Hundertprozentig sicher werden wir hierüber in 600 Jahren sein. Nur wird es schwierig sein, in 600 Jahren zu entscheiden, dass man vor 600 Jahren hätte handeln sollen; vielleicht reicht es nicht.

Noch ein Wort: Auch die Frage, an wie viel Grad Erwärmung man sich anpassen kann, ist eine Schätzung. Ziel der Massnahmen, die wir treffen wollen, ist, dass die Erwärmung nicht mehr als 1,5 bis 2 Grad beträgt. Man geht davon aus, dass dieser Anpassungsdruck für den Planeten und für die Länder noch machbar und finanzierbar ist. Wenn wir nichts tun und es 4, 6 oder 8 Grad mit den erwähnten Rückkopplungseffekten geben wird, wird dies in kurzer Zeit massive Veränderungen verursachen. Eine Anpassung darauf können wir nicht mehr finanzieren. Es ist wirklich eine Frage des Zeitraums und der Menge. Wir sind, der Mensch ist – leider, es lässt sich nicht von der Hand weisen, Herr Köppel – zu 80 Prozent oder mehr verantwortlich für den aktuell vorstattenden Klimawandel.

Le président (de Buman Dominique, premier vice-président): Je vous rappelle encore une fois, parce que cela me semble nécessaire, que, dans la phase des questions aux orateurs, le règlement de notre conseil prévoit que la question est brève et précise, et que l'orateur répond de manière succincte à la question qui lui a été posée, même si l'émotion est forte.

Tuena Mauro (V, ZH): Kollege Bäümle, Sie gehören fatalerweise – das habe ich mir sagen lassen – zu den flammenden Befürwortern der Energiestrategie. Heute wollen Sie dieses Klimaabkommen von Paris genehmigen; morgen wollen Sie im Rahmen der Energiestrategie fünf Gaskraftwerke bauen. Können Sie mir bzw. der Bevölkerung diesen Widerspruch erklären?

Bäümle Martin (GL, ZH): Ich weiss nicht, wo Sie in der Energiestrategie fünf Gaskraftwerke gesehen haben. Ich glaube, da haben Sie wieder einmal einen alternativen Fakt geschaffen. Fakt ist: Die Energiestrategie geht davon aus, dass wir ganz klar mehr erneuerbare Energien haben. Einer der zentralen Schlüssel wird längerfristig Power to Gas sein, das heisst, im Sommer produzieren wir mit erneuerbarem Strom Methan, Hexan oder Wasserstoff, und im Winter kann man das tatsächlich in einem Gaskombikraftwerk verstromen. Das wäre absolut klimaneutral. Wenn Sie es so verstehen, können wir darüber miteinander diskutieren. Etwas anderes lese ich in der Energiestrategie nicht.

Hess Erich (V, BE): Sie haben vorhin auf die Frage von Herrn Nationalrat Köppel die Antwort gegeben, es habe früher viel länger gedauert, bis es klimatische Veränderungen gegeben habe. Sie wissen aber, dass es zwischen 1600 und 1620 einen viel schnelleren Anstieg gegeben hat als heute. Ist dieser aus Ihrer Sicht von Menschen verursacht gewesen?

Bäümle Martin (GL, ZH): Ich versuche es noch einmal: Es kann nie ausgeschlossen werden, bzw. wir wissen aus der Vergangenheit, dass es Klimaänderungen gegeben hat, auch kurzfristige. Es gibt auch kurzfristige natürliche Impacts. Aber

noch einmal: Man kann heute den natürlichen Impact und den anthropogenen, menschlichen Impact relativ gut voneinander unterscheiden. Und es ist nun mal so, dass die jetzige starke Temperaturveränderung sehr stark mit den Emissionen korreliert, die wir tätigen.

Noch einmal: Es gibt auch die Sonnenfleckentheorie, die bei Ihrer Partei noch Anhänger hat. Es gibt diese Faktoren. Sie müssen einfach wissen, dass in der Wissenschaft seit über 30 Jahren alles auseinandergenommen wird. Es werden auch Gegenthesen angeschaut. Ich selber bin als Wissenschaftler einer der kritischsten Geister. Ich sage immer, dass wir auch schauen müssen, wo die Modelle noch Fehler haben, ob wir wirklich noch richtig liegen oder ob wir die Modelle nochmals überprüfen müssen. Insgesamt ist es so, dass die ganze Community klare Faktenhinweise hat, dass wir für diesen Klimawandel verantwortlich sind. Das können Sie nicht wegdiskutieren, auch nicht mit historischen Beispielen.

Amstutz Adrian (V, BE): Die Vehemenz, mit der Sie Ihre Meinung hier vortragen, erinnert mich an die Waldsterbedebatte. Gehen Sie mit mir einig, dass Sie sich damals getäuscht haben und die Grüne Partei, der Sie ja angehört haben, auf einem Ereignis basiert, das es gar nie gegeben hat?

Bäumle Martin (GL, ZH): Wir müssen zwei Dinge auseinanderhalten: Das Waldsterben war vorhanden. Wie man vor allem in Osteuropa gesehen hat, waren es vor allem die Schwefeldioxidemissionen, die sich dort sehr schädlich auf die Wälder ausgewirkt haben; dann gab es ein Waldsterben. Bei uns hatten wir Waldschäden, die ebenfalls stark durch diese Emissionen mitverursacht wurden. Zum Glück haben wir dann Massnahmen ergriffen, damit wir eben deutlich weniger Emissionen haben, um das zu bremsen.

Was ich Ihnen aber zugestehe, das habe ich schon damals gesagt: Man darf nicht dramatisieren. Es wurde damals stark dramatisiert. Ich dramatisiere beim Klimawandel nicht. Darum sage ich nicht, wir müssen heute 80 Prozent reduzieren – das wäre nötig. Ich sage, wir müssen in diese Richtung gehen, in der Schweiz insgesamt um 50 Prozent reduzieren und dann weltweit handeln und dann die Inland- und Auslandsanteile vernünftig austarieren. Das ist ein pragmatisches Vorgehen, um in die richtige Richtung zu gehen. In diesem Sinne ist es nicht Panikmache: Es sind Fakten, die wir kennen, und wir müssen handeln.

Zum Glück haben wir damals beim Waldsterben die richtigen Massnahmen getroffen. Das hat dem Wald geholfen. Er ist heute nicht gesund, aber es geht ihm deutlich besser. Es ging dem Wald hier zum Glück nie so schlecht wie dem Wald in Osteuropa, weil unsere Emissionen rasch reduziert wurden und zum Glück nie so hoch waren.

Leuthard Doris, Bundespräsidentin: Nach dieser hitzigen Debatte bin ich einerseits sehr froh, dass die grosse Mehrheit in diesem Saal sagt: Ja, dieses Pariser Klimaabkommen ist wichtig, wir stehen dazu, wir ratifizieren es. Andererseits bin ich traurig, dass es nicht gelingt, der SVP die Bedeutung dieses Abkommens zu vermitteln. Herr Nationalrat Brunner hat ein bisschen abschätzig gesagt, dass die in Paris da gefeiert hätten und dann wieder nach Hause geflogen seien. Ja, nach Jahren von Verhandlungen, bei denen es heftige Widerstände von vielen Staaten – notabene den grossen Emittenten – gab, nachdem man auch in Paris nächtelang durchgearbeitet hatte, ist es gelungen, ein globales Abkommen abzuschliessen. 196 Staaten haben gesagt: Diese Frage geht uns an, sie geht uns alle sehr viel an; dieses Abkommen ist gescheit, wir leisten unseren Beitrag, wir übernehmen Verantwortung. Die Schweiz muss sich in der Klimapolitik nicht verstecken. Wir haben tatsächlich schon vieles gemacht. Wir waren von Anfang an dabei, wir haben Massnahmen umgesetzt und nicht nur darüber gesprochen. Ja, darauf dürfen wir durchaus stolz sein, und darauf lässt sich auch aufbauen. Das hat uns bei all diesen Verhandlungen auch eine extrem glaubwürdige Position gegeben. Das hat auch unsere Wirtschaft gestärkt. Auch die Wirtschaft sagt nicht ohne Grund Ja zu diesem Abkommen.

Es ist doch komplett klar, dass wir alle – historisch gesehen die Industriestaaten und immer mehr auch die Schwellenländer, die jetzt auch wirtschaftliche Entwicklung haben – für die Treibhausgasemissionen verantwortlich sind. Nichts zu tun ist tatsächlich das Fatalste, was man tun kann. Ich verstehe die Bedenken, die Sie vorbringen, wenn es um die konkreten nationalen Massnahmen geht. Ich verstehe, wenn Sie dann sagen, dass diese Massnahmen wirksam, kosteneffizient und in unsere Politik eingebettet sein müssen – selbstverständlich. Darum geht es hier aber nicht. Hier geht es um die Ratifikation dieses globalen Abkommens. Nachdem letzte Woche der 133. Staat, es war Mauretanien, Ja gesagt hat, glaube ich, steht es der Schweiz gut an, auch Ja zu sagen. Mauretanien hätte wahrscheinlich noch viel mehr Gründe, wenn man Ihre Argumentation übernimmt, zu sagen, dass es ein kleiner Player ist, dass es für nichts verantwortlich ist, dass all das es nichts angeht. Es geht uns alle an.

Herr Nationalrat Muri hat gefragt, was denn die Kosten sind und was die Argumente, die dafür sprechen, dass man hier mittun soll. Also, reden wir darüber, reden wir darüber! Wir haben es schon in der Kommission gemacht, aber ich bin gerne bereit, das zu wiederholen. Sie kennen alle den Stern-Bericht. Nicholas Stern ist nicht irgendein links-grüner Politiker, sondern ein Starökonom ökonomisch konservativer Schule aus Grossbritannien. Er hat ja am Anfang eigentlich den Durchbruch gebracht, dass man gesagt hat: Reden wir von den Kosten des Nichtstuns, nicht von den Kosten für die Umwelt, sondern von den wirtschaftlichen Kosten des Nichtstuns! Das war eigentlich der Trigger, dass man gesagt hat: Nichts tun ist extrem viel teurer, als wenn wir versuchen, diese Emissionen zu reduzieren und uns anzupassen.

Wir haben hierzu auch unzählige Studien, die besagen, dass allein die Anpassungskosten bei einer globalen Erwärmung von 3 Grad Celsius bei uns in der Schweiz jährlich eine Milliarde Franken betragen. Das sind nur die Kosten des Nichtstuns für unsere kleine Volkswirtschaft. Wenn wir es schaffen, die globale Erwärmung auf 2 Grad Celsius einzudämmen, so reduzieren sich die Kosten um die Hälfte.

Jetzt können Sie sagen: Okay, die anderen sollen das tun, wir machen nichts. Aber die globale Erwärmung trifft eben auch die Schweiz. Wir sind sogar in erheblichem Mass verletzlich. Wir haben im jetzigen Budget Anpassungskosten von 30 bis 50 Millionen Franken im Jahr. Wir haben den Hochwasserschutz. Es sind zum grossen Teil Kosten, die wir wegen des Klimawandels haben. Im jetzigen Budget betragen sie insgesamt 450 Millionen Franken im Jahr. Wir hätten – wenn Sie noch weiter zurück schauen wollen – im Jahr 2005 allein durch Hochwasser Schäden mit Kosten von 3 Milliarden Franken. Durch unsere Massnahmen, die wir im Lichte der bereits vorhandenen Klimapolitik mit den Kantonen etabliert haben, konnten wir die Hochwasserschäden erheblich eindämmen auf im Moment ungefähr 310 Millionen Franken im Jahr. Es gibt aber immer noch Schäden. Es hat sich also volkswirtschaftlich gelohnt, nicht nichts zu tun, sondern zu investieren in Prävention, zu investieren in Adaption und Reduktion unserer Emissionen.

Das ist das Ziel des Pariser Abkommens: Jedes Land sagt erstens einmal: Okay, wir können etwas tun, wir tragen Verantwortung. Zweitens kann jedes Land völlig autonom die Frage beantworten: Was tragen wir zur Erreichung des Gesamtziels bei, und wie setzen wir das nachher um? Denn jede Volkswirtschaft hat andere Gegebenheiten, hat andere Ressourcen und eine andere Umweltsituation. Das bleibt komplett in der nationalen Souveränität. Aber über 190 Staaten sagen Ja. Und Sie wollen, dass die Schweiz Nein sagt. Das kann ich wirklich nicht nachvollziehen. Sie streiten am falschen Ort.

Kommen wir hier nochmals auf die Kosten zu sprechen: Auch hier gibt es globale Studien, die besagen, dass die Folgen des ungebremsten globalen Klimawandels durchschnittlich 5 bis 20 Prozent des globalen BIP kosten. Weil wir ein hohes BIP haben und mit unserer Alpenwelt sehr verletzlich sind, bewegen wir uns eher an der oberen Grenze dieser Kosten, die anfallen. Ich bin deshalb sehr froh, dass die Wirtschaft und die Staatengemeinschaft hier erkannt haben, dass die Kosten für das Nichtstun weitaus höher sind, als wenn auch wir unseren Beitrag weiterhin leisten. Seien wir auch ehrlich:

Wir stehen relativ gut da, weil natürlich ein grosser Teil unserer Emissionen nicht in der Schweizer Statistik erscheint, weil wir energie- und fossilintensive Produktionen im Ausland erledigen lassen und dann die Güter importieren. Da muss man auch ehrlich sein. Deshalb ist dann auch die Diskussion – ich komme noch darauf –, wie viel wir im Inland und wie viel wir im Ausland machen, absolut berechtigt; sie ist auch zentral für die CO₂-Debatte. Aber die Nichtratifikation wäre für die Schweiz ein Reputationsschaden, das könnte man weltweit nicht verstehen.

Wir haben in der Schweiz als alpines Land heute schon eine starke Betroffenheit durch den Klimawandel, und das sind jetzt auch wieder Fakten und nicht irgendwelche Bauchgefühle. Die Temperatur ist global bereits um 0,85 Grad Celsius angestiegen. In der Schweiz waren es in den letzten 150 Jahren 1,9 Grad Celsius. Die Folgen kennen wir alle. Sie können auch jetzt wieder in die Berge fahren. Sie sehen das aktuell etwa am Beispiel der Moosfluh im Aletschgebiet. Jedes Kind, alle Klassen pilgern dorthin und sehen das mit eigenen Augen. Da muss man nicht Wissenschaftler sein. Vor zwei Jahren hatten wir wieder einen Hitzesommer, es war der mit Abstand zweitwärmste seit Messbeginn. Hierzulande waren 800 Hitzetote zu beklagen. Im Hitzesommer 2003 waren es 975. Wir messen in der Schweiz und weltweit Krankheitskosten, Atemwegkrankungen bei Kindern. Die WHO macht Statistiken darüber. Man kann auch das verniedlichen oder negieren. Es sind Fakten. Man kann nicht alles mit dem Klimawandel erklären, aber sehr vieles. Wir wissen, dass die Luftqualität eine erhebliche Rolle spielt. Was hatten wir vor ein paar Wochen? Eine Feinstaubsituation im Tessin aufgrund der Heizerei. Das sind einfache Fakten. Das verursacht am Schluss Kosten, wenn wir so weitermachen wie bisher.

Die Schweiz ist deshalb sehr verletzlich, sehr betroffen vom Klimawandel. Es geht nicht, dass wir nichts tun. Es ist gelungen, endlich die grossen Emittenten einzubinden. Das war der grosse Kampf. Ich erinnere nochmals daran: Bei Kyoto I und II sind wir 30 oder 35 Staaten, die sich verpflichtet haben und die das umsetzen. Die grossen Emittenten haben sich jahrzehntelang foutiert und nur das schnelle Wachstum gesucht, bis es etwa bei den Chinesen nicht mehr ging und die Luftqualität in Städten dermassen schlecht geworden ist, dass es zu sozialen Unruhen kommt. Sie werden in der Umsetzung sehr ambitiös sein und ihre Ziele sehr ambitiös verfolgen, weil sie gar keine andere Wahl haben.

Das Ganze braucht Zeit, da sind sich alle einig. Wir reden nicht von Massnahmen, die von heute auf morgen umsetzbar sind. Aber jetzt geht es darum, ein Bekenntnis abzulegen, dass das ein globales Problem ist, dass eine globale Verantwortung besteht, dass es unterschiedliche Verantwortlichkeiten gibt, dass es unterschiedliche Massnahmen braucht und dass es damit unterschiedliche nationale Reduktionsziele gibt. Aber niemand darf abseitsstehen, schon gar nicht Industrieländer wie die Schweiz, schon gar nicht erfolgreiche Staaten wie die Schweiz.

Der Bundesrat empfiehlt Ihnen, dieser Ratifikation zuzustimmen, hier weiterhin an der Ausarbeitung auf globaler Ebene mitzuwirken. Sie werden dann den Streit im Kleinen selbstverständlich führen können. Das CO₂-Gesetz ist bereits in der Vernehmlassung gewesen. Sie kennen die Stossrichtung: Wir führen keine neuen Steuern ein; wir machen keine Treibstoffpreiserhöhungen; es ist Mumpitz, wenn Sie das erzählen. Es sind weitestgehend bisherige Massnahmen gemäss der heutigen Klimapolitik, die wir verstärken. Es sind technische Vorgaben usw., das ist der Weg, den wir weiterhin verfolgen wollen.

Den grossen Streit hatten wir schon beim aktuellen CO₂-Gesetz. Der Bundesrat wollte schon damals den Auslandsanteil erhöhen. Das Parlament war damals für 70 Prozent im Inland und 30 Prozent im Ausland, weil man die Investitionen in der Schweiz haben wollte. Das war Ihre Entscheid. Jetzt schlagen wir dann vor, dass es im Inland 30 Prozent und im Ausland 20 Prozent des Gesamtziels sein werden. Darüber werden Sie dann bei der CO₂-Gesetzgebung streiten können.

In Paris haben wir uns nur zu einem Gesamtziel verpflichtet und zu einem Durchschnittsziel von minus 35 Prozent; diese

Zahl ist auch noch wichtig, denn es kann selbstverständlich von Jahr zu Jahr Ausschläge geben. Es gibt Gründe dafür. Das ist also nicht wahnsinnig ambitiös; das werden wir erreichen. Es ist die Fortsetzung des jetzigen Kurses und der jetzigen Ziele bis 2020, die schon im Gesetz verankert sind. Wir haben grosses Verständnis, wenn man dann diskutieren will, wie viel im Ausland, wie viel im Inland reduziert werden soll. Aber darum geht es hier nicht, es geht um das Gesamtziel, das hat der Bundesrat festgelegt. Es geht darum, dieses Abkommen zu ratifizieren, welches gerade eben auch die Möglichkeit verankert, dass man im Ausland Massnahmen umsetzt.

Es war ein grosser Erfolg, dass die Schweiz mit anderen erreichen konnte, dass wir diese Mechanismen in diesem Abkommen haben. Es gibt nur wenige Staaten, die das Ziel nicht nur im Inland umsetzen. Es gibt wenige Staaten, die wie wir sagen: Wir haben schon sehr tiefe Emissionen; es ist effizienter, auch vom Mitteleinsatz her, dass wir uns auch Engagements im Ausland anrechnen lassen. Die grosse Mehrheit der Staaten, notabene die ganze EU, hat ein reines Inlandziel. Sie setzen alles nur im Binnenmarkt um. Das bitte ich Sie auch zu berücksichtigen. Wir kommen ja dann noch in der Detailberatung auf diese Details zu sprechen.

Das Klimaübereinkommen von Paris bringt gleiche Regeln für alle Staaten. Es ist auch ein Durchbruch im multilateralen Verhandlungsmechanismus, weil es seit Jahren an keinem Ort mehr gelungen ist, dass alle Staaten eingebunden werden und alle Staaten unterschreiben: Jawohl, das machen wir gemeinsam. Das ist nicht zu unterschätzen. In vielen anderen Bereichen gibt es einen Streit, weil gesagt wird: Die Industriestaaten sollen vorangehen und zahlen, und die anderen machen nichts. Es ist wie ein Durchbruch im System, welcher jetzt eben auch in anderen Bereichen Nachahmung findet, dass auch Schwellenländer wie Indien, China, Brasilien, Südafrika, Indonesien, welche schon zu den grossen Emittenten gehören, nicht nur die hohle Hand machen, während wir als Geberstaaten bezahlen, sondern auch schauen, was sie mit Massnahmen, mit ihrer Politik und schlussendlich auch finanziell beitragen können.

Das ist eine grosse Errungenschaft dieses Abkommens. Es löst viel an Innovation aus, viel an neuer Wirtschaft, die in die richtige Richtung zielt. Die Welt wird noch eine geraume Zeit fossil bleiben, das wissen wir alle. Es braucht auch hier Bekenntnisse, dass dies für den Planeten nicht das Ziel sein darf. Wir müssen die fossile Energie gemeinsam zurückdrängen – nicht mit "blame and shame". Ölheizungen sind nicht per se des Teufels. Aber wir müssen schauen, dass wir auch hier mit modernen Technologien die Emissionen zurückdrängen können. Wenn man die Wahl hat, soll man auf moderne, möglichst CO₂-freie Technologien setzen. Ein Land wie die Schweiz kann das. Wir tun es, und es ist effektiv auch für unsere Wirtschaft am Schluss ein Meilenstein in der Umstellung. Das wird auf die Dauer auch Arbeitsplätze schaffen. Ich bitte Sie, einzutreten und dieses Abkommen zu ratifizieren.

Imark Christian (V, SO): Herr Tuena hat Herrn Bäumle vorhin eine Frage gestellt betreffend die neuen Gaskraftwerke, die es im Rahmen der Energiestrategie braucht, worauf dieser geantwortet hat, dass es Gaskraftwerke brauche. Sie, Frau Bundespräsidentin, können dies nicht leugnen, da Sie selber in einem Bericht festgehalten haben, dass es diese Gaskraftwerke brauche. Diese Werke werden nicht klimaneutral mit Power to Gas laufen. Diese Werke werden Millionen von Tonnen CO₂ zusätzlich in die Umwelt blasen. Wie ist diese Politik vereinbar mit dem Klimaübereinkommen von Paris?

Leuthard Doris, Bundespräsidentin: Sie erzählen wahrscheinlich einfach wieder alternative Fakten – das ist ja jetzt offenbar das Modewort. Ganz am Anfang haben wir mehrere Möglichkeiten ausgewiesen, um den Wegfall der Kernenergie auszugleichen. Man kann Gas einsetzen, Gaskraftwerke. Das ist eine Möglichkeit, die aber in der Schweiz weder gewünscht noch mehrheitsfähig ist. Wir können die erneuerbaren Energien als Ersatz anbieten, oder wir können importieren.

Der Bundesrat hat von Anfang an das Potenzial der erneuerbaren Energien in den Vordergrund gestellt, das hat auch das Parlament gemacht. Es gab dann so komische Zeitungsartikel, der Bundesrat wolle fünf bis was weiss ich wie viele Gaskraftwerke. Was Medien schreiben, ist vielleicht auch nicht immer das, was den Tatsachen entspricht. Wir haben heute in unserem Energiemix einen Gasanteil von 13 Prozent. Sie finden in keiner Statistik, dass dieser sich ausweitete, aber gerade in vielen Städten gibt es eine Gasversorgung, die sinnvoll und gut ist im Wärmebereich, und wir haben keinen Grund, das auszudehnen. Das soll so bleiben, das hat auch im Bereich der Speichermöglichkeiten seine Vorteile, wie Herr Bäumle zu Recht gesagt hat: Da kann Gas zusammen mit Solar- und Windenergie weiterhin eine gute Rolle spielen.

Tuena Mauro (V, ZH): Sie haben vorhin in Ihrer Rede den Hitzesommer von 2015 erwähnt, und dies in der Debatte über das Klimaabkommen von Paris. Wo um Himmels willen nehmen Sie die Fakten her, die es begründen, das in diesem Zusammenhang zu erwähnen? Wir wissen heute sehr genau, dass dieser Hitzesommer nichts, aber auch gar nichts mit der sogenannten Klimaerwärmung, wie Sie es hier nennen, zu tun hat.

Leuthard Doris, Bundespräsidentin: Wissenschaftler sehen das sehr oft halt ein wenig anders. Es gibt in der Schweiz eine Zunahme der Temperatur, das ist wissenschaftlich erhärtet, das ist keine Erfindung des Bundesrates. Im IPCC sind weltweit Wissenschaftler zusammengeschlossen, die einen weltweiten Temperaturanstieg beobachten. Der Temperaturanstieg und die Hitze im Sommer sind eben ganz klar mit dem Klimawandel verknüpft. Ich weiss nicht, wie man das bestreiten kann. Es ist so. Auch die für die Landwirtschaft trockenen Sommer werden zunehmen, das ist ein Faktum. Wenn Sie erst agieren, wenn es zu spät ist, sind die Kosten noch höher, auch für die Tourismusgebiete. Deshalb sagen wir, wir müssen wirklich umstellen. Die trockeneren Sommer, die regenreicheren Winter mit weniger Schnee sind Folgen des Klimawandels. Dazu steht die ganze Welt, und ich auch.

Hausammann Markus (V, TG): Ich war gestern etwas überrascht vom Brief der BPUK und der Energiedirektoren, die sich auf eine Reduktion von 40 Prozent einhiessen. Was ist falsch gelaufen, dass die Zielformulierungen des Bundesrates und diejenigen der kantonalen Direktorenkonferenzen nicht übereinstimmen?

Leuthard Doris, Bundespräsidentin: Zu diesem Brief kommen wir dann noch. Ich sage aber jetzt schon gerne etwas. Ich glaube, die Kantone haben hier etwas falsch verstanden. Sie reden nämlich vom Inlandziel. Sie sagen deshalb in diesem Brief, wir müssten mehr tun im Verkehr, wir müssten mehr tun in der Landwirtschaft usw. Sie reden vom Inlandziel und haben verkannt, dass der Bundesrat ein Inlandziel von 30 Prozent – nicht einmal eines von 40 Prozent – vorschlägt. Ich kenne ja auch schon die Vernehmlassungsantworten der gleichen Kantone zum revidierten CO₂-Gesetz und zum Pariser Abkommen. Zwei Drittel haben gesagt, dass sie zum Gesamtziel von 50 Prozent stehen, dass sie aber Wert darauf legen, dass nachher das Inlandziel wesentlich tiefer ist. Ich hatte deshalb gestern Herrn Cavigelli am Telefon und ihn gefragt: Was macht ihr hier? Ich habe dann eben festgestellt, dass es bei den Kantonen noch nicht so angekommen ist, dass ein Gesamtziel besteht und dann nachher ein Inlandziel festgelegt wird. Deshalb finden Sie auch im Brief der Kantone noch diesen letzten Abschnitt, wo man ausdrücklich darauf hinweist, dass die Aussenwirkung und die Innenwirkung jeweils eine unterschiedliche ist.

Rösti Albert (V, BE): Geschätzte Frau Bundespräsidentin, Herr Imark hat Ihnen eine fachlich sehr wichtige Frage gestellt. Ich glaube, es ist in der Fachwelt unbestritten, dass es mehr Bandenergie brauchen wird, wenn wir mehr neue Erneuerbare haben werden. Bandenergie kann mit Atomkraftwerken, Wasserkraftwerken oder Gaskraftwerken hergestellt

werden. Finden Sie es nicht deplatziert, als Bundespräsidentin hier von "alternativen Fakten" zu sprechen?

Leuthard Doris, Bundespräsidentin: Nein, ich habe gesagt, was die Möglichkeiten sind. Ich habe gesagt, der Bundesrat habe immer auf die erneuerbaren Energien gesetzt. Er hat nie gesagt, dass wir neue grosse Gaskombikraftwerke bauen. Das stimmt einfach so nicht. Dass es diese Möglichkeiten gibt, habe ich vorhin genau so gesagt. Aber ich habe es nicht für den Bundesrat oder das Parlament gesagt. Das ist nicht Bestandteil der Energiestrategie.

Thorens Goumaz Adèle (G, VD), pour la commission: Je vous rappelle rapidement que la commission a décidé, par 17 voix contre 8 et aucune abstention, d'entrer en matière sur le projet. Puisqu'on a beaucoup parlé de faits alternatifs, je vous rappelle également quelques chiffres et quelques faits qui n'ont pas encore été cités dans le débat.

En ce qui concerne l'axe économique qui a, je crois, dominé les discussions, la présidente de la Confédération vous a parlé du rapport Stern – que j'ai également cité dans mon intervention – datant de 2006. J'aimerais vous donner le chiffre exact qui résulte de ce rapport: l'investissement de 1 pour cent du PIB mondial dans la transition énergétique suffirait pour gérer le changement climatique – 1 pour cent du PIB!

Je m'adresse maintenant à Monsieur Mürli: le coût qui serait occasionné si on ne faisait rien a été calculé dans le cadre du rapport Stern et se monte à 20 pour cent de récession du PIB. C'est le rapport Stern qui le dit et pas Greenpeace ni les Verts. Or, comme l'a très bien dit la présidente de la Confédération, Monsieur Stern Nicolas est un économiste anglais reconnu.

Ensuite, j'aimerais citer le World Economic Forum – il ne s'agit donc pas non plus de Greenpeace ni des Verts – qui, dans son récent rapport annuel 2017 sur les risques globaux, portant donc sur l'ensemble des risques et pas seulement sur le climat ou l'environnement, désigne précisément les changements climatiques comme l'un des risques les plus importants auquel doit faire face l'économie mondiale. Ce sont donc des choses qui ne sont plus à discuter.

Enfin, permettez-moi d'ajouter un point sur l'agriculture. On a beaucoup parlé de vaches pendant ce débat; or j'aimerais rappeler un fait: actuellement, pour ce qui est de la réduction des émissions liées à l'agriculture, un travail constructif est fait par l'Office fédéral de l'agriculture et par l'Union suisse des paysans pour trouver des mesures en vue de réduire les émissions causées par ces fameuses vaches et par l'activité agricole en général. Il n'y a pas, dans la loi sur le CO₂, dont nous allons débattre ultérieurement, de mesures visant nos amis les vaches et l'agriculture. C'est actuellement un processus qui se fait indépendamment de la révision de la loi sur le CO₂, dans le dialogue entre l'Union suisse des paysans et l'Office fédéral de l'agriculture.

Vogler Karl (C, OW), für die Kommission: Ganz kurz, Sie haben es gehört: Alle Fraktionen ausser der SVP-Fraktion sind für Eintreten auf diese Vorlage. Begründet wird der Nichteintretensantrag der Minderheit damit, dass die Konsequenzen und die Kosten des Abkommens heute noch nicht bekannt seien. Ich habe bereits beim Eintreten festgestellt, warum wir jetzt dem Bundesbeschluss zustimmen sollten. Wir sollten es tun, damit die Schweiz im Laufe der weiteren Verhandlungen bei der Umsetzung dieses Abkommens eben mitreden kann und wir nicht aussen vor bleiben. Bei der Ausgestaltung des CO₂-Gesetzes – das wurde ebenfalls bereits gesagt – hat man dann die volle Handlungsfreiheit, im Rahmen des Reduktionsziels festzulegen, wie wir dieses konkret gestalten wollen.

Ich habe ebenfalls bereits gesagt: Die Klimaerwärmung ist ein weltweites Problem, das nur flächen- und länderübergreifend gelöst werden kann. Und die Schweiz ist von der Klimaerwärmung, ob wir das wahrhaben wollen oder nicht, eben besonders betroffen. Wir sind gegenwärtig, ohne entsprechende Gegenmassnahmen, weltweit auf dem Weg zu einer 3- bis 4-Grad-Erwärmung, verbunden mit einem fast doppelt so hohen Anstieg, was die Schweiz betrifft. Entspre-

chendes wäre natürlich mit verheerenden Folgen und nicht mehr zu finanzierenden Kosten für unser Land verbunden. Es ist daher nach Meinung der Kommissionsmehrheit im klaren Interesse der Schweiz, diesem Übereinkommen von Paris beizutreten bzw. dieses jetzt zu ratifizieren. Die Schweiz kann es sich schlicht nicht leisten, ein Übereinkommen nicht zu ratifizieren, das zweifellos eines der wichtigsten überhaupt in diesem Jahrhundert ist und in der internationalen Staatengemeinschaft ausserordentlich breit abgestützt ist. Es ist ein Übereinkommen, das auf Prävention setzt, weil Prävention bekanntlich die günstigste und effizienteste Massnahme ist zur Vermeidung von irreversiblen Schäden.

Wie bereits gesagt, hat Ihre Kommission mit 17 zu 8 Stimmen bei 0 Enthaltungen beschlossen, auf die Vorlage einzutreten. Entsprechend beantrage ich Ihnen, das ebenfalls zu beschliessen.

Le président (de Buman Dominique, premier vice-président): Nous votons sur la proposition de non-entrée en matière de la minorité Müri.

Abstimmung – Vote

(namentlich – nominatif; 16.083/14690)

Für Eintreten ... 130 Stimmen

Dagegen ... 60 Stimmen

(3 Enthaltungen)

Bundesbeschluss über die Genehmigung des Klima- übereinkommens von Paris

Arrêté fédéral portant approbation de l'Accord de Paris sur le climat

Detailberatung – Discussion par article

Titel und Ingress

Antrag der Kommission

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Titre et préambule

Proposition de la commission

Adhérer au projet du Conseil fédéral

Angenommen – Adopté

Art. 1

Antrag der Mehrheit

Abs. 1, 2

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Abs. 3

Das übermittelte nationale Reduktionsziel unterliegt keinen Einschränkungen bei der Umsetzung, der Inland- und Auslandsanteil werden im Rahmen des nationalen Rechts festgelegt.

Antrag der Minderheit I

(Schilliger, Bourgeois, Brunner, Genecand, Imark, Knecht, Müri, Page, Röstli, Ruppen, Wasserfallen, Wobmann)

Abs. 2

... zu ratifizieren. Er übermittelt ein nationales Reduktionsziel (Nationally Determined Contribution, NDC), wonach die Treibhausgasemissionen bis 2030 gegenüber 1990 um 40 Prozent zu senken sind.

Antrag der Minderheit II

(Fricker, Jans)

Abs. 2

... um 60 Prozent zu senken sind.

Art. 1

Proposition de la majorité

Al. 1, 2

Adhérer au projet du Conseil fédéral

Al. 3

La contribution déterminée au niveau national communiqué n'est soumise à aucune restriction dans sa mise en oeuvre; la portée des mesures réalisées en Suisse et celle des mesures réalisées à l'étranger sont fixées dans le cadre du droit national.

Proposition de la minorité I

(Schilliger, Bourgeois, Brunner, Genecand, Imark, Knecht, Müri, Page, Röstli, Ruppen, Wasserfallen, Wobmann)

Al. 2

... à le ratifier. Il communiquera une contribution déterminée au niveau national (CDN) de 40 pour cent de réduction des émissions de gaz à effet de serre d'ici à 2030 par rapport au niveau de 1990.

Proposition de la minorité II

(Fricker, Jans)

Al. 2

... au niveau national (CDN) de 60 pour cent de réduction ...

Schilliger Peter (RL, LU): Unser Reduktionsanteil soll im Benchmark der europäischen Wirtschaftsnationen liegen, nach dem Credo "Vorne aktiv mitschreiten, aber nicht davonrennen". Aus dieser Betrachtung heraus stellt meine Minderheit I den Antrag, dass bei der Ratifizierung das Reduktionsziel der Schweiz von 50 Prozent auf 40 Prozent gesenkt wird. Dieser Wert ist immer noch hochambitiös und entspricht, und das ist zentral, dem Reduktionsziel der EU. Es ist nämlich so, dass nicht Einzelstaaten wie Deutschland ein Reduktionsziel deklariert haben, sondern die EU insgesamt.

Der Bundesrat wehrt sich gegen diese Korrektur mit der Begründung, dass die Schweiz im Gegensatz zur EU keine örtliche Einschränkung bezüglich der Umsetzung, also bezüglich der Anteile im In- und im Ausland, hat. Dem halten wir Folgendes entgegen: Die Schweiz importiert im Gegensatz zur EU überproportional viele Güter. Die kleinräumige Schweiz hat keine grossen Wechselwirkungen, dies im Gegensatz zur EU mit ihrer Wechselwirkung zwischen Industriestaaten und landwirtschaftlich orientierten Staaten. Die Schweiz hatte ein überproportionales Bevölkerungswachstum, welches wesentlich höher als dasjenige der EU liegt.

Der Vergleich zur Umsetzung der EU innerhalb ihrer Binnenwirtschaft hinkt also. Die EU hat innerhalb ihrer Grenzen ungleich grössere Möglichkeiten zur Verlagerung der Umsetzung als die Schweiz. Auch umfasst die EU Länder, welche im Gegensatz zur Schweiz in Bezug auf die Energieeffizienz noch stark hinterherhinken und über ein wesentlich grösseres Potenzial verfügen als die technologisch hochentwickelte Schweiz.

Eine Bemerkung zum Bevölkerungswachstum: Gemäss Statistik hatte die Schweiz im Jahr 1990 rund 6,7 Millionen Einwohner. Bis im Jahr 2030 wird mit einer Grösse von 9,5 Millionen Einwohnern gerechnet. Wenn das Reduktionsziel von 50 Prozent in diesen Kontext gestellt wird, bedeutet dies pro Einwohner ein Reduktionsziel von rund 65 Prozent. Wir würden also, ohne rot zu werden, unterzeichnen, dass wir von 1990 bis ins Jahr 2030 pro Einwohner zwei Drittel der CO₂-Belastung abbauen würden. Dies ist in Anbetracht der bis ins Jahr 2015, der Hälfte der Zeitperiode, erreichten Reduktionswerte von rund 10 Prozent – wir haben bis jetzt lediglich 10 Prozent geschafft – schlichtweg eine unglaubliche Grösse!

Gestern haben Sie, es wurde bereits erwähnt, ein Schreiben der BPUK und der Energiedirektoren erhalten. Diese kantonalen Regierungsmitglieder haben vermutlich unterdessen auch gerechnet und sich mit der möglichen Umsetzung befasst. Dass diese beiden Konferenzen sich klar zum Umsetzungsziel von 40 Prozent aussprechen, hat unsere Haltung bestätigt und sollte doch auch Sie zur Unterstützung unseres Antrages motivieren. Natürlich kann sich die Schweiz im Ausland mit Kompensationsgeschäften eindecken. Natürlich haben wir die finanziellen Mittel, diesen Ablasshandel auch zu bestreiten. Wie oft gewisse Zertifikate gehandelt werden und wie oft solche Zertifikate irgendwo angerechnet werden,

löst bei mir und bei vielen Beurteilenden aber grosse Fragezeichen aus.

Für die Minderheit I ist es wichtig, dass die Schweiz eine Politik macht, die auch international verbindlich und verlässlich ist. Das Reduktionsziel von 50 Prozent bis ins Jahr 2030 erachten wir als nicht erfüllbar. Die Deklaration, dass eine Nichterreichung des Reduktionsziels keine Sanktionen zur Folge hätte, erachten wir als Teil einer nichtglaubwürdigen Politik. Wir setzen auf Machbares, wir setzen auf Glaubwürdigkeit. Deshalb bitte ich Sie im Namen meiner Minderheit und auch im Namen der Wirtschaft, die ja vorhin als Unterstützerin des Übereinkommens deklariert wurde, und appelliere an Sie in diesem Sinne, die Minderheit I zu unterstützen und das Reduktionsziel auf 40 Prozent festlegen zu lassen.

Chevalley Isabelle (GL, VD): Monsieur Schilliger, vous êtes membre du groupe libéral-radical et à ce titre vous soutenez l'économie. Est-ce que vous savez que l'une des plus grandes organisations économiques du pays appelle à soutenir l'objectif de 50 pour cent? Qu'en pensez-vous?

Schilliger Peter (RL, LU): Sie sprechen an, dass die Wirtschaft, so, wie ich es verstanden habe, ein Reduktionsziel von 50 Prozent nicht mittragen würde. Die Wirtschaft will einen Reduktionsbeitrag leisten. Die Wirtschaft sieht aber auch, dass 50 Prozent nicht machbar sind. In diesem Sinne ist auch die Wirtschaft für Verhältnismässigkeit. Die Wirtschaft wird innovativ sein und in diesem Bereich tätig werden. Die Wirtschaft wird ihren Beitrag leisten. Ich bin auch davon überzeugt, dass Schweizer Produkte im Ausland sehr willkommene Handelsartikel sein werden. Aus diesem Grund sage ich nochmals: Wir wollen eine glaubwürdige Politik machen, und glaubwürdig ist das Erreichen einer Zielgrösse von 40 Prozent. Das ist ambitioniert.

Fässler Daniel (C, AI): Geschätzter Herr Kollege Schilliger, mir liegt die Vernehmlassungsantwort der FDP/die Liberalen vom 29. November 2016 zur Klimapolitik der Schweiz nach 2020 vor. Dort wurde die Frage gestellt, wie sich die Partei zur Zielsetzung stellt und ob sie das Gesamtziel, nämlich die Verminderung der Treibhausgasemissionen um 50 Prozent bis 2030, unterstützt. Das wurde von der FDP wörtlich wie folgt beantwortet: "Die FDP bekennt sich zum übergreifenden Reduktionsziel von 50 Prozent bis 2030 gegenüber 1990, spricht sich aber gegen fixe Quoten im CO₂-Gesetz bezüglich Inland- und Auslandkompensation gemäss Artikel 3 aus."

Der Entwurf des Bundesrates berücksichtigt diese Haltung der FDP. Die Kommission hat das übernommen mit der Ergänzung von Artikel 1 des Bundesbeschlusses um Absatz 3. Ich frage Sie deshalb: Was ist bei der FDP falsch gelaufen im Hinblick auf die heutige Beratung?

Schilliger Peter (RL, LU): Wir schätzen es natürlich sehr, dass unsere Botschaften auch gelesen werden und dass man auch ab und zu eine Korrektur feststellt.

Wir haben uns in der weiteren Detailvorbereitung zu diesem Geschäft intensiv mit diesen Fragen beschäftigt. Wir haben gesehen, dass die Auslandsabhängigkeit enorm hoch werden wird. Wir haben bis in diesem Jahr 10 Prozent dieses Wertes erreicht. Nun sehen wir einen Quantensprung auf 50 Prozent vor. Ich bezweifle – die Frau Bundespräsidentin wird es nachher deklarieren –, dass wir nur 20 Prozent im Ausland einkaufen werden. Es wird mehr sein. Wir werden Mühe haben, bis ins Jahr 2030 20 Prozent zu erreichen.

Ich denke einfach, es braucht Ehrlichkeit in der Gesamtbeurteilung. Ich habe die Botschaft vor mir. Es gibt eine Liste, wo aufgeführt wird, dass wir irgendwo noch 0,7 Millionen Tonnen CO₂ einsparen werden – und dann kommt die riesengrosse Zahl von rund 10,7 Millionen Tonnen, die wir dann im Ausland einkaufen werden. Ich glaube, hier müssen wir vernünftig werden. Wir müssen Wunschenken und Machbares voneinander trennen. Realistisch machbar sind 40 Prozent Reduktion. Das ist eine Korrektur zur damaligen Vernehmlassungsantwort. Das ist richtig.

Friedl Claudia (S, SG): Herr Schilliger, ich bin schon überrascht, wie mutlos Sie und die FDP hier agieren. Sie sind eine Partei, die ja nicht faktenresistent ist. (*Heiterkeit*) Ich denke, Sie anerkennen die Fakten, die die ETH, die Universitäten, die WSL uns präsentiert haben. Dort ist klar beschrieben, dass wir ein Ziel von unter 2 Grad Klimaerwärmung anstreben müssen. Es ist auch klar, dass wir das nur erreichen, wenn wir innovativ sind, wenn wir mutig sind – und Sie sprechen jetzt davon, dass es nicht ehrlich ist, dieses Ziel erreichen zu wollen. Wir müssen dieses Ziel erreichen, Herr Schilliger.

Jetzt meine Frage: Warum möchten Sie, dass die Schweiz weltweit nicht mehr vorne mitspielt, sondern jetzt klein beigt und sich kleinlaut hinten einreißt?

Schilliger Peter (RL, LU): Vielen Dank, Frau Kollegin, für diese Frage. Mit 40 Prozent reiht sich die Schweiz immer noch vorne mit ein – vorne und nicht hinten. 40 Prozent Reduktion sind realistisch. Wenn man sieht – auch das steht in der Botschaft –, was die Schweiz bis jetzt mit sehr viel Aufwand, mit sehr viel Engagement erreicht hat, dann zeigt das eben auch die Realität, nämlich dass es nicht ganz einfach ist, diese Kompensationswerte zu erreichen. Glaubwürdige, verlässliche Politik ist unser Motto – nicht, etwas schön in die Luft zu schreiben und nicht zu wissen, wie man es dann umsetzen muss.

Zur Innovation und zur Glaubwürdigkeit der Schweiz: Zum Glück findet Innovation in der Wirtschaft statt und nicht im Gesetz, denn damit passiert etwas. Im Gesetz würde sie nichts bewirken.

Grossen Jürg (GL, BE): Ich habe vorhin Ihre Antwort auf die Frage meiner Kollegin Chevalley gehört, und ich denke, Sie haben die Frage nicht ganz richtig verstanden. Deshalb stelle ich sie noch einmal. Wie erklären Sie sich, dass die Economiesuisse in ihrem Papier sagt, dass sie einverstanden ist mit dem 50-Prozent-Ziel, und weshalb rudert dann die FDP jetzt zurück auf 40 Prozent?

Schilliger Peter (RL, LU): Nein, diese Frage habe ich so nicht verstanden, da haben Sie Recht. Manchmal ist es hier vorne auch ein bisschen laut, und man hört nicht alles.

Wir haben eine Botschaft erhalten mit den Vernehmlassungsantworten, die zeigt, wer wo positioniert ist. Die Details der Antwort der Economiesuisse kenne ich nicht. Aber wenn ich hier diese Darstellung sehe, dann weiss ich, dass sehr viele Wirtschaftsvertreter sich auf 40 Prozent eingeschossen haben.

Fricker Jonas (G, AG): Wir orientieren uns nicht primär an der EU und am Machbaren, sondern vor allem an der Wissenschaft, das vorneweg – und die ist auch realitätsbezogen. Die Klimaerwärmung trifft die Schweiz hart. Haben Sie gewusst, dass die Milchleistung von Kühen bei hoher Luftfeuchtigkeit und steigenden Temperaturen abnimmt und sich dabei auch die Milchqualität verändert? Genau das haben zwei Forscher der Forschungsanstalt Agroscope gezeigt. Es gibt sie zu Hunderten, solche Auswirkungen der Klimaerwärmung, die einem nicht gerade ins Auge springen.

Bekannt ist, dass unsere Wasserspeicher, die Gletscher, schwinden, bis sie verschwunden sind; dass die Schneefallgrenze steigt und dadurch der Wintertourismus Probleme hat; dass die Permafrostgrenze ebenfalls steigt, die entsprechenden Bauten wackeln und die Erde rutscht; Steinschläge und Felsstürze werden häufiger. Es gibt auch mehr Tigermücken, diese verbreiten gefährliche Viren und Fieber. Unwetter führen zu Hochwasser und Erdbeben. Man erinnert sich an den Sommer 2014, als ein Zug der Rhätischen Bahn auf einen Erdbeben auf fuhr und entgleiste. Trockenperioden machen der Landwirtschaft zu schaffen; Wasser und Futter fehlen und müssen teuer eingekauft werden. Ernten fallen ganz oder teilweise aus. Hitzewellen werden häufiger. Unsere Kaltwasserfische verenden in den zu warmen Gewässern. Aber auch der Mensch leidet. So forderte der Hitzesommer 2003, die Frau Bundespräsidentin hat es schon gesagt, rund

tausend Tote und erhöhte die Sterblichkeit um rund 7 Prozent.

Ja, der Klimawandel, die Klimaerwärmung trifft die Schweiz hart. Denn die Temperatur hat in der Schweiz doppelt so stark zugenommen wie im weltweiten Durchschnitt. Wenn es uns also gelingt, wie im Pariser Klimaübereinkommen verlangt wird, die globale Temperatursteigerung auf 2 Grad zu beschränken, dann heisst das für die Schweiz immer noch 4 Grad.

Es ist ernst, die Schweiz muss zusammen mit der Staatengemeinschaft konsequent handeln. Was heisst das? Für die Schweiz heisst das mindestens 60 Prozent und nicht 50 Prozent Reduktion der Klimagasemissionen bis 2030. Zu diesem Schluss kommt die Klima-Allianz Schweiz, der 66 Organisationen angehören, in ihrem Klima-Masterplan Schweiz. Nur mit einer Reduktion um 60 Prozent haben wir die Chance, die Erderwärmung unter 2 Grad Celsius zu stabilisieren. Es ist das einzig Richtige, und die gute Botschaft ist, dass es möglich ist. Die Klima-Allianz schreibt dazu: "Das Ziel einer Treibhausgasreduktion um 60 Prozent bis 2030 ist erreichbar, wenn die vorgeschlagenen Massnahmen rasch und konsequent umgesetzt werden." Die Schweiz würde damit ihrer internationalen Verantwortung und ihrem guten Ruf als innovatives Land gerecht werden.

Mir ist schon klar, dass wir hier keine Nägel mit Köpfen machen, sondern die Debatte um konkrete Massnahmen auf die Diskussion zum CO₂-Gesetz verschieben. Aber das Zeichen, das wir heute an unsere 195 Partnerländer und an unsere Wirtschaft senden, ist wichtig. 133 Länder haben das Übereinkommen von Paris schon ratifiziert. Es ist an der Zeit, dass wir das auch tun.

Die Reduktion um 60 Prozent wäre eigentlich das einzig Richtige, und zwar aus Sicht der Wissenschaft, aus Sicht meiner Partei und im Interesse aller Menschen in unserem Land, denen ein stabiles Klima und der Kampf gegen Extremereignisse am Herzen liegen. Um strategische Abstimmungen zu verhindern und einer Kompromisslösung Platz zu machen, ziehe ich jedoch meinen Minderheitsantrag sehr schweren Herzens zurück.

Das ändert nichts an meinen Aussagen. Die Klimaerwärmung trifft uns hart, wir sollten die Emissionen um 60 Prozent reduzieren, 50 Prozent sind deshalb das absolute Minimum. Ich weiss wie Sie auch, dass die Politik keine Wissenschaft ist, sondern eine Kunst – die Kunst des Möglichen. Dass politisch allerdings das unmöglich ist, was wirtschaftlich und technisch möglich ist und aus Sicht der Wissenschaft notwendig wäre, stellt der Weitsicht und dem Verantwortungsbewusstsein einer Mehrheit unseres Parlamentes kein tolles Zeugnis aus.

Noch etwas möchte ich aber zu bedenken geben: Die Verpflichtungen zur Reduktion von Treibhausgasemissionen der verschiedenen Länder sind zurzeit ungenügend, um die Erwärmung des Planeten auf 2 Grad Celsius zu begrenzen.

Lehnen Sie also wenigstens den Minderheitsantrag I (Schilliger), der eine Reduktion von nur 40 Prozent fordert, unbedingt ab! Wir wären das weltweit allererste Land, das bei den definitiven Zielen einen Schritt hinter das provisorisch eingereichte Ziel machen würde. Dies wäre eben nicht zuverlässig, es wäre entgegen dem internationalen Trend und im Widerspruch zur internationalen Position der Schweiz als innovatives und zuverlässiges Land.

Fässler Daniel (C, AI): Zur Differenz bei Artikel 1 Absatz 2 des Bundesbeschlusses: Der Bundesrat hat schon vor zwei Jahren das vorläufige nationale Emissionsreduktionsziel mitgeteilt. Sofern mit der Ratifikation oder im Nachgang dazu keine andere Eingabe erfolgt, heisst dies Folgendes: Die Schweiz verpflichtet sich zu Anstrengungen, damit die Treibhausgasemissionen bis zum Jahr 2030 im Vergleich zu 1990 um 50 Prozent gesenkt werden können. Wichtig dabei ist, dass Massnahmen im Ausland angerechnet werden können. Eine von Kollege Schilliger angeführte Minderheit möchte den Bundesrat demgegenüber verpflichten, bei der Ratifikation ein von 50 auf 40 Prozent reduziertes Ziel als definitives Reduktionsziel einzugeben. Die CVP-Fraktion lehnt diesen

Antrag ab. Wir unterstützen die Kommissionsmehrheit und damit den Bundesrat.

Auch wir sind uns bewusst, dass ein Reduktionsziel von 50 Prozent durchaus ein ambitioniertes Ziel ist. Doch was passiert, wenn wir das Reduktionsziel bis zum Jahr 2030 nicht erreichen? Nichts, denn eine Nichterreichung des Ziels hat für die Schweiz keine direkten Folgen. Das Pariser Übereinkommen sieht für den Fall, dass ein Vertragsstaat das von ihm eingegebene Ziel nicht erreicht, weder eine direkte Konsequenz vor noch irgendwelche Möglichkeiten zur Sanktionierung. Die Minderheit übersieht weiter, dass wir es bei der bevorstehenden Revision des CO₂-Gesetzes in der Hand haben, die mehrheitsfähigen innerstaatlichen Massnahmen festzulegen. Allfällige Fesseln legen wir uns nicht mit einer Ratifikation des Pariser Übereinkommens und mit der Mitteilung eines Reduktionsziels von 50 Prozent an, sondern autonom in unserem innerstaatlichen Recht. Was dort unser Resultat sein wird, werden wir zur gegebenen Zeit sehen.

Und noch etwas Letztes: Wir können im Rahmen der Revision des CO₂-Gesetzes festlegen, dass das Reduktionsziel zum Teil mit Massnahmen im Ausland angestrebt wird. Die Kommission schlägt Ihnen vor, dies schon im Bundesbeschluss festzuschreiben. Eine Minderheit dazu gibt es nicht. Wir können uns also mit dem Bundesrat dafür entscheiden, das Reduktionsziel zu zwei Fünfteln mit Massnahmen im Ausland anzustreben. Daraus ergäbe sich dann ein inländisches Reduktionsziel von 30 Prozent. Dies können wir bis 2030 vermutlich schon allein mit dem technischen Fortschritt weitgehend erreichen.

Nebst dem Schweizerischen Gewerbeverband empfiehlt auch die Economiesuisse, die Vorlage samt dem vom Bundesrat und von der Kommissionsmehrheit vorgesehenen Reduktionsziel von 50 Prozent anzunehmen. Bei der Economiesuisse erfolgte die Zustimmung wie bei der FDP unter der Bedingung, dass die Zielerreichung bei der bevorstehenden Revision des CO₂-Gesetzes flexibel ausgestaltet wird, indem auf Unterziele für das Inland bzw. das Ausland verzichtet wird. Diesem Anliegen ist die Kommission mit einer Ergänzung des Bundesbeschlusses zum Pariser Übereinkommen mit dem bereits erwähnten zusätzlich eingefügten Absatz 3 von Artikel 1 vorweg bereits nachgekommen.

Erlauben Sie mir nun noch eine Bemerkung in meiner Funktion als Regierungsrat zu der gestern eingegangenen skeptischen Stellungnahme der Vorstände der BPUK bzw. der Energiedirektorenkonferenz. Auch die Vorstände dieser beiden Regierungskonferenzen befürworten, ich zitiere aus diesem gestrigen Brief, "grundsätzlich das Gesamtziel der Verminderung der Treibhausgasemissionen um 50 Prozent". Diese Haltung korrespondiert mit der Meinung der Mehrheit der Kantone. Die Vorstände der erwähnten Konferenzen signalisieren denn auch ihr Einverständnis dafür, dass ihre Anliegen und Überlegungen nicht im Bundesbeschluss zum Pariser Übereinkommen, sondern erst im Rahmen der nationalen Umsetzungsgesetzgebung berücksichtigt werden. Die Vorstände der BPUK und der Energiedirektorenkonferenz haben trotzdem beim Verfassen des Briefes von gestern offensichtlich zu wenig beachtet, dass der Bundesrat mit den Kantonen der Meinung ist, dass das Reduktionsziel zum Teil mit Massnahmen im Ausland erreicht werden soll.

Aufgrund all dieser Überlegungen unterstützt die CVP-Fraktion ein Reduktionsziel von 50 Prozent und teilt damit die Meinung des Bundesrates und der Kommissionsmehrheit.

Wasserfallen Christian (RL, BE): Ich denke, um diese Zielsetzungen verstehen zu können, ist eigentlich auch noch ein Blick auf die letzten Kyoto-Perioden zielführend.

Wenn die Schweiz in der Kyoto-Periode 2008–2012 zwei Millionen Tonnen CO₂ eingespart hat, muss man sich auch immer vor Augen führen, was eben die anderen Länder gemacht bzw. nicht gemacht haben. Ich nehme da explizit die Obama-Regierung, die sich in Szene gesetzt hat. Was ist unter der Obama-Regierung passiert? Man hatte eine Steigerung von etwa 6,17 auf 6,76 Milliarden Tonnen CO₂-Ausstoss! Das bedeutet, dass man in diesen Jahren 588 Millionen Tonnen mehr CO₂ ausgestossen hat als vorher. Das

war unter der Regierung Obama. Wenn Sie das mit dem CO₂-Ausstoss der Schweiz vergleichen, und das finde ich ziemlich spannend, dann sehen Sie, dass nur schon diese Steigerung in den USA dem zwölffachen CO₂-Ausstoss unseres gesamten Landes entspricht – ich sage dies einfach, damit die Kirche im Dorf bleibt.

Es ist angesprochen worden, dass Länder wie China und Indien gar nichts getan haben und in diesen Kyoto-Perioden dem Abkommen überhaupt nicht beigetreten sind, während die Schweiz eine vorbildliche Strategie verfolgt hat. Das Bafu hat gesagt, dass wir trotz einem Bevölkerungswachstum von 18 Prozent eine Reduktion des CO₂-Ausstosses hatten, und darauf darf man auch stolz sein. Das Ziel, das wir uns gesetzt haben – die Emissionen in dieser Periode um 8 Prozent zu reduzieren –, haben wir übertroffen, und wir haben 4,5 Millionen Tonnen CO₂ eingespart.

Wie ist das genau gegangen? Wir haben bei der Energieagentur der Wirtschaft über 1 Million Tonnen CO₂ eingespart, die Kyoto-Ziele in der Industrie wurden übertroffen. Deshalb ist es völlig verfehlt, wenn Vorredner irgendwie das Gegenteil behaupten. Von welcher Grössenordnung sprechen wir? Die Frau Bundespräsidentin hat die Absicht, fünf Gaskombikraftwerke zu bauen, in Abrede gestellt. Aber wenn Sie nur eines bauen, ist die gesamte Anstrengung der Energieagentur der Wirtschaft, diese 1 Million Tonnen, einfach verpufft! Das sind einfach die Grössenordnungen, von denen wir sprechen.

Aus diesen Gründen ist die FDP in der Vergangenheit dafür eingestanden und tut dies auch in der Zukunft, bei diesem Klimaübereinkommen mitzumachen. Wir haben das nicht bestritten. Aber wichtig scheint mir schon zu sein, dass wir auch bei der Weiterentwicklung des Pariser Übereinkommens die Zielsetzungen und Massnahmen kohärent ausgestalten.

Herr Fässler, Sie können schon sagen, das Ganze bleibe dann folgenlos. Aber genau das ist doch keine ehrliche Politik. Man soll sich realistische Ziele setzen und auch kohärente Massnahmen dazu ergreifen. Das ist eben eine kongruente Politik, wie wir sie machen wollen. Dazu stehen wir.

Wenn wir schauen, was da passiert, dann sehen wir Folgendes: Das Klimaübereinkommen von Paris – und das ist der einzige und grösste Mehrwert, den es bietet, das wurde heute noch gar nicht erwähnt – enthält einen entscheidenden Hinweis. Das Klimaübereinkommen von Paris gilt nur dann, wenn 55 Länder, die 55 Prozent des globalen Ausstosses produzieren, dabei sind. Und das bedeutet schliesslich auch, dass Indien und China zum Beispiel mitmachen.

Ich verzichte jetzt darauf, Frau Bundespräsidentin, zu erwähnen, in welche Energieproduktionsformen die USA und China investieren, damit sie keinen Zuwachs des CO₂-Ausstosses haben. Das erspare ich Ihnen jetzt. Es ist aber wichtig, etwas zu beurteilen, und da möchte ich auch die Frau Bundespräsidentin nochmals an ihre Beschlüsse erinnern: Sie haben vorhin gesagt, dass der Bundesrat keine Treibstoffabgabe einführen wolle. Wieso haben Sie dann mit dem Klima- und Energielenkungs-system (Kels) den geplanten Artikel 131a der Bundesverfassung mit der Treibstoffabgabe überhaupt durch das Gremium geboxt? Dort wollen Sie eine Treibstoffabgabe einführen, im Wissen darum, dass das Parlament hier das Ganze dann absägt.

Jetzt komme ich eben zu einem direkten Zusammenhang des Kels mit dieser Vorlage. Der Bundesrat hat immer argumentiert, man habe dann beim Kels auch die Möglichkeit, CO₂ einzusparen. Deshalb könne man ein 50-Prozent-Ziel sportlich erreichen. Jetzt wird dann das Parlament das Kels sang- und klanglos beerdigen. Damit haben Sie sich bei diesem 50-Prozent-Ziel schon verrechnet. Dann fehlt Ihnen schon einiges, und das wollen Sie nicht. Wir wollen das Kels, die Treibstoffabgabe, nicht, Frau Bundespräsidentin. Aber wir wollen eben auch eine kohärente Zielsetzung, und zu der stehen wir. Zuletzt möchte ich noch einen Nachsatz machen, auf Ihre Seite referenziert, liebe Kolleginnen und Kollegen der Linken: Wenn Sie sich dann beklagen, dass wir die Zielsetzungen nicht erreichen und eine deutlich höhere Renovationsquote zum Beispiel mit Ölheizungsverbot und allem Wüsten brauchen – übrigens ist die Economiesuisse gegen ein Ölheizungsverbot, hoffentlich stimmen Sie dann mit –, dann,

das muss ich Ihnen sagen, sind es Sie, die zuerst auf uns zukommen und sagen, dass die Mieterinnen und Mieter sich die Mietzinserhöhungen nicht mehr leisten können. Der Mieterverband hat ja auch schon an eine Volksinitiative in diesem Zusammenhang gedacht.

Aus diesem Grund bitte ich Sie, politische Redlichkeit und Transparenz herzustellen. Setzen Sie sich mit 40 Prozent ein realistisches Ziel, und ergreifen Sie dann die kohärenten Massnahmen dazu. Zu dieser Politik stehen wir.

Béglé Claude (C, VD): Monsieur Wasserfallen, pourquoi s'aligner sur les moins exemplaires, comme les Etats-Unis, comme Monsieur Trump? Pourquoi ne pas avoir notre propre politique et vouloir nous montrer exemplaires? Puisque notre économie est déjà très internationale, pourquoi ne pas chercher à réaliser – notamment – des économies d'énergie par le biais de nos entreprises internationales non seulement en Suisse, mais aussi dans les autres pays où nous opérons?

Wasserfallen Christian (RL, BE): Die USA haben in ihrem Clean Air Energy Plan verschiedene Technologien zu fördern versucht. Einerseits berücksichtigt man die erneuerbaren Energien, andererseits gibt es ganze Factsheets, gemäss welchen man Technologien bis und mit Kernenergie fördern will. Dort werden einige Dinge gemacht. In der Schweiz haben wir momentan eine andere Philosophie.

Ich bin der Auffassung, dass man sich ansehen soll, welche Innovationen entstanden sind. Und Innovationen, da hat mein Kollege Schilliger absolut Recht, entstehen nicht mit einem Gesetz, Kollege Béglé. Innovationen entstehen, indem man den Unternehmen Spielraum lässt. Ich bin dann froh, wenn die CVP beispielsweise mithilft, das Modell der Energieagentur der Wirtschaft zu stärken und zu entbürokratisieren, damit die Unternehmen Luft haben zum Atmen und investieren können. Das sind nämlich die Zielsetzungen, die wir brauchen. Aber deshalb ist mir nicht ganz klar, welche Strategie die CVP verfolgt und welche der Bundesrat, der von Treibstoffabgaben spricht, vom Verbot von Ölheizungen und so weiter. Das ist dann nämlich nicht kreativ. Ich hoffe, dass Sie dann auch auf unserer Seite stehen und solche Massnahmen nicht unterstützen.

Girod Bastien (G, ZH): Als die Schweiz als erstes Land ihr Emissionsreduktionsziel ankündigte – minus 50 Prozent bis 2030 –, wurde das von der Welpresse gehört. Es war ein erstes positives Signal, dass das Abkommen von Paris nicht nur ein theoretisches Abkommen ist, sondern dass die Länder auch mitmachen. Wenn wir jetzt als erstes Land dieses Ziel wieder so deutlich nach unten korrigieren, ist das natürlich ein denkbar schlechtes Signal.

Es ist klar, wer sich darüber freuen würde: Alle, die das Abkommen immer abgelehnt haben, insbesondere Herr Trump und Co., würden sich freuen. Herr Schilliger, wenn Sie dann plötzlich von Herrn Trump den Tweet lesen würden: "Switzerland goes back from 50 percent to 40 percent! The US will also pull back. Paris Agreement fails. Schilliger great guy. Climate change is a joke!", dann hätte das mit diesem Antrag der Minderheit I zu tun und mit dieser Symbolik, die eigentlich auch in diesem Ziel steckt.

Es wäre kleinlich, es wäre dumm, es wäre ungeschickt, jetzt hier auf 40 Prozent zu gehen.

Kleinlich wäre es – ich glaube, das ist wichtig zu sehen, und es steht auch wortwörtlich in Absatz 3 von Artikel 1 –, weil es hier nicht um das Inlandziel geht. Wie erwähnt wurde, haben das auch die Energiedirektoren der Kantone falsch interpretiert und deshalb in ihrer Mitteilung gestern auch nicht schlüssig argumentiert. Es wäre von dem her kleinlich, dieses Ziel zu reduzieren, obwohl es eben nicht um das Inlandziel geht. Wir wissen, dass eine Reduktion im Ausland natürlich viel günstiger ist. Norwegen hat angekündigt, in der gleichen Zeit den CO₂-Ausstoss um 100 Prozent zu reduzieren. Solange es flexibel erreicht werden kann, ist es kein Problem, ein Reduktionsziel von 50 Prozent zu verlangen.

Die Annahme des Antrages der Minderheit I (Schilliger) wäre dumm, weil die Schweiz natürlich ein Interesse an einem möglichst erfolgreichen Klimaschutz hat. Herr Schilliger, Sie

haben schon zu Recht gesagt, die Schweiz allein könne dieses Problem nicht lösen. Wir sind ein kleines Land, wir sind eben darauf angewiesen, dass die USA, Indien, China usw. mitmachen. Von dem her ist Symbolik gerade für die Schweiz sehr wichtig. Deshalb wäre es gerade aus Schweizer Sicht nicht intelligent, wenn wir die Symbolik dazu verwenden, um zu bremsen, um zu zeigen: Ja, unsere Ankündigung bezüglich dieses Übereinkommens ist noch nicht mal im Trockenen, und schon ziehen wir sie wieder zurück.

Es wäre auch ungeschickt, weil wir nicht einen rot-grünen Bundesrat haben. Wir haben zwei SVP-Bundesräte, zwei FDP-Bundesräte, und es ist der Bundesrat, der dieses Ziel genannt hat. Es ist die Aussenpolitik des Bundesrates. Liebe FDP, die Grünen sind die Oppositionspartei, wir sind nicht vertreten im Bundesrat, Sie sind Regierungspartei! Also, verhalten Sie sich doch nicht wie eine Oppositionspartei! Was ist denn das für eine Aussenpolitik, wenn man den eigenen Bundesrat loslaufen lässt und ihn dann einfach ohne Not – wirklich ohne Not – so korrigiert und eigentlich auf dem internationalen Parkett auch blossstellt. Ich bitte Sie deshalb, hier nicht ohne Not dieses falsche Signal auszusenden. Ich bitte Sie, den internationalen Klimaschutz nicht unnötig zu schwächen.

Ich bitte Sie, die Mehrheit zu unterstützen.

Präsident (Stahl Jürg, Präsident): Die SVP-Fraktion unterstützt den Antrag der Minderheit I (Schilliger). Die grünliberale Fraktion unterstützt den Antrag der Mehrheit.

Semadeni Silva (S, GR): Il gruppo socialista sostiene con fermezza le attività internazionali per la protezione del clima. Consideriamo la ratifica del trattato di Parigi una pietra miliare in questo contesto. L'obiettivo nazionale, implicito nella proposta di ratifica che ci presenta il Consiglio federale, prevede di ridurre le emissioni di gas a effetto serra del 50 per cento rispetto al 1990 e questo entro il 2030.

Il gruppo socialista ritiene che questo 50 per cento non basti per raggiungere le mete del trattato di Parigi. Le misure concrete saranno però decise in un secondo tempo dal Parlamento con la prevista revisione della legge sul CO₂. L'obiettivo adottato dal Consiglio federale non è giuridicamente vincolante e il Parlamento resta libero di considerare la realtà e di andare oltre.

Die SP-Fraktion erachtet die Ratifizierung des ersten globalen Klimavertrages als Errungenschaft, auch wenn wir das nationale CO₂-Reduktionsziel von 50 Prozent als klimapolitisch ungenügend erachten. Die eindrücklichen Daten der Wissenschaft zeigen klar auf, dass es ambitioniertere Ziele braucht, um die Erderwärmung bis 2050 global deutlich unter 2 Grad zu halten. Wir würden darum auch ein 60-Prozent-Ziel unterstützen.

Es braucht ein international koordiniertes Handeln im Kampf gegen das globale Klimaproblem – gerade auch für die kleine Schweiz. Die Temperatur hat in der Schweiz doppelt so stark wie im globalen Mittel zugenommen. Wir sehen und spüren die Folgen, gerade wir im Berggebiet. Stichworte sind: Gletscherschwund, teure Schneekanonen für unsere Wintertourismusorte, Hitzewellen, Hochwasser, Steinschlag, Murgänge. Je länger wir warten, je weniger wir tun, desto teurer wird es später, diese Schäden einzudämmen. Das müsste man auch bedenken, das kostet ebenfalls. Wir müssen das für uns, für unsere Enkel und unsere Urenkel tun.

Nun will die SVP nichts tun. Die FDP meint, die Schweiz müsse nicht Musterschülerin sein, auch die EU verfolge nur ein Ziel von 40 Prozent. Dabei redet sie die Tatsache klein, dass die EU ihr Reduktionsziel vollständig im Inland erreichen will. Die Schweiz will hingegen einen Teil im Ausland realisieren. Dies rechtfertigt das um 10 Prozent höhere Reduktionsziel der Schweiz. Das heisst dann konkret 30 Prozent im Inland, also weniger als die EU; das hat vorhin Frau Bundespräsidentin Leuthard auch gesagt.

In welchem Verhältnis In- und Auslandsinvestitionen bei uns stehen werden, entscheidet sowieso das Parlament. Im Interesse der inländischen Wirtschaft drängen sich insbesondere inländische Massnahmen auf, weil sie zur technologischen Innovation, zur Schaffung von Arbeitsplätzen in allen Regio-

nen der Schweiz beitragen. Das Parlament wird bei allen Massnahmen das letzte Wort haben.

Wichtig ist nun, dass die Schweiz und alle anderen 195 Signatarstaaten das Hauptziel des Pariser Vertrages anstreben und griffige, transparente Massnahmen umsetzen. Mit der Genehmigung des Vertrages und des vorgeschlagenen Gesamtziels bleibt die Schweiz auf der internationalen Bühne glaubwürdig. Denken Sie sich, welche Botschaft wir aussenden, wenn die Schweiz ihr nationales Reduktionsziel als einziger Staat nach unten schraubt. Vom vorgeschlagenen Gesamtziel können wir nicht ohne Reputationschaden abrücken. Dies wäre auch im Hinblick auf die weiteren Umsetzungsschritte des Pariser Vertrages von Nachteil.

Die SP-Fraktion wird den Bundesbeschluss mit dem Gesamtziel von 50 Prozent unterstützen, und ich bitte Sie, dasselbe zu tun.

Leuthard Doris, Bundespräsidentin: Sie haben zwei Minderheitsanträge zur Frage, wie hoch das Gesamtreduktionsziel sein soll, vorliegen. Der Bundesrat lehnt beide Minderheitsanträge ab, sowohl eine Erhöhung auf 60 Prozent Reduktion als auch eine Senkung auf 40 Prozent Reduktion.

Weshalb ist der Bundesrat auf dieses Reduktionsziel von 50 Prozent gegenüber 1990 gekommen? Massgeblich für uns war der IPCC-Report, waren die Empfehlungen der Wissenschaft, denn diese liegen dem ganzen Abkommen zugrunde. Wir kennen die Erderwärmung, wie sie stattfindet. Wenn man zum Ziel haben will, dass diese deutlich unter 2 Grad Celsius bleibt, dann braucht es entsprechende Reduktionsziele und Massnahmen. Deshalb hat sich der Bundesrat hier an diesem langfristigen 2-Grad-Ziel orientiert. Dem entspricht ja bereits Artikel 1 des geltenden CO₂-Gesetzes. Also haben wir das, was das Parlament schon lange beschlossen hat, hier fortgesetzt.

Wir haben bei dieser Reduktion von 50 Prozent aber auch geschaut – deshalb habe ich das vorhin schon betont –, dass wir sie nicht nur in der Schweiz umsetzen müssen. Es ist ganz zentral für uns, dass wir diese Möglichkeit haben und uns auch die Reduktion im Ausland angerechnet wird. Denn jede Reduktionsmassnahme in der Schweiz ist teuer, in der Regel wesentlich teurer als ähnliche Massnahmen, die wir im Ausland umsetzen können. Es gibt ganz wenige Staaten, die ebenfalls einen solchen Mechanismus beantragen. Die meisten haben ihr Reduktionsziel deponiert und setzen es rein nur im Binnenmarkt um.

Das ist das erste Problem, das ich beim Antrag der Minderheit I (Schilliger) sehe. Dort steht jetzt ein Reduktionsziel von 40 Prozent, aber Herr Schilliger hat auch heute nicht ausgeführt, wie viel dann davon im Inland zu machen ist. Ist seine Vorstellung, alles im Inland zu reduzieren? Dann ist das Ziel gegenüber jenem des Bundesrates wesentlich ambitionierter. Wenn es so ist wie beim Bundesrat, dass 20 Prozent im Ausland reduziert werden, dann wären wir ja bei 20 Prozent Reduktion im Inland. Das ist aber das aktuelle Ziel bis 2020. Dann würde von 2020 bis 2030 nichts mehr passieren. Dazu haben Sie sich, Herr Schilliger, nicht geäussert, vielleicht absichtlich nicht, aber das ist genau das Problem am Antrag Ihrer Minderheit.

Es ist ein zweites Problem damit verbunden: Sie haben im Antrag ein Gesamtziel formuliert. Der Bundesrat hat aber nicht nur ein Gesamtreduktionsziel, sondern auch noch ein Durchschnittsziel deklariert. Das ist ganz wichtig. Sie können nicht jedes Jahr dann auf diesen Kurs von minus 50 Prozent oder wie viel auch immer pochen. Vielmehr ist es so, dass das Durchschnittsziel von minus 35 Prozent dann zeigt, dass man eben abweichen kann, dass nicht alle Massnahmen sofort greifen. Aber am Ende, also 2030, wird dann abgerechnet. Insofern müsste Ihr Minderheitsantrag auch noch ergänzt werden. Ohne Ergänzung müssten wir jedes Jahr eigentlich das Erreichte auf das Gesamtreduktionsziel umlegen können und auf Kurs sein.

Es gibt ein weiteres Problem. Das verstehe ich jetzt wirklich von der FDP nicht, es wurde zu Recht schon mehrfach gesagt. Wir machen ja nicht irgendetwas aus dem Blauen heraus. Wir haben eine Vernehmlassung gemacht. Es sind vielleicht drei Monate seither vergangen. Es ist so, dass zwei

Drittel der Vernehmlassungsteilnehmer sich für das Gesamtreduktionsziel von minus 50 Prozent bis 2030 gegenüber 1990 ausgesprochen haben, darunter sind die grossen Wirtschaftsverbände wie Economiesuisse, Schweizerischer Gewerbeverband, Swissemem, darunter sind auch Parteien wie die CVP, GLP, FDP und die BDP. SP und Grüne, es wurde gesagt, sind sogar weiter gegangen. Ich habe schon Mühe mit so grundsätzlichen Positionsänderungen in wenigen Wochen. Gemeinsam mit dem Abkommen haben wir ja das CO₂-Gesetz auf die Reise geschickt. Es war also vollkommen transparent von Anfang an.

Viele in der Vernehmlassung sagten – ich habe es gesagt, ich finde das vollkommen legitim –, dass man dann nachher beim CO₂-Gesetz sich darüber unterhalten müsse, wie viel im Inland zu prästieren sei. Da hat der Bundesrat minus 30 Prozent vorgeschlagen. Das ist dann wieder nicht wahnsinnig ambitiös, aber korrekt machbar. Aber auch da sind Anstrengungen nötig, das negieren wir nicht. Da findet die Debatte statt. Es gibt die Wirtschaftsverbände, die gar kein fixes Ziel möchten. Auch darüber kann man sich unterhalten. Das ist dann vielleicht ein bisschen schwieriger im Monitoring, in der Überwachung, ob wir auf Kurs sind oder nicht. Aber das wird die berechtigte grosse Debatte sein.

Ich erinnere nochmals daran: Es gibt ja nicht nur Zertifikate. Im Ausland kann man Massnahmen treffen. Wenn Schweizer Firmen investieren und das zu CO₂-Reduktionen führt, dann gibt es Mechanismen, die auch uns erlauben, das anzurechnen. Wir haben bei der Klimafinanzierung eine Methodik entwickelt. Das sind auch noch alles Punkte, die jetzt ausgehandelt werden: Was ist dann alles anrechenbar? Die Schweiz ist weltweit Nummer eins bei der Mikrofinanzierung. Genf ist der Platz bei der Mikrofinanzierung. Viel von diesem Geld fliessen genau in solche Projekte hinein. Das gibt auch uns sehr viele Chancen. Ich kann deshalb gut leben mit 30 und 20 Prozent. Aber das bestimmen Sie dann im nationalen Recht. Da sind Sie komplett frei. Aber je mehr Reduktion im Ausland erfolgt, desto mehr investiert man dann natürlich auch im Ausland. Bei der aktuellen CO₂-Gesetzgebung wollte das Parlament genau das Umgekehrte, den weitaus grössten Teil im Inland, weil es sich davon eben auch Investitionen für das Gewerbe erhoffte. Darum geht es heute nicht, heute geht es wirklich um dieses Gesamtreduktionsziel.

Für den Bundesrat ist auch wichtig, dass Sie dabei bleiben, weil uns das die bestmögliche Flexibilität gibt. Es haben jetzt, das wurde auch gesagt, 133 Staaten das Abkommen ratifiziert. Mit der Ratifikation wird in aller Regel eben auch das Reduktionsziel des Staates der Uno bekanntgegeben. Dabei hat noch kein Staat das Ziel reduziert. Es wäre schon ziemlich peinlich, wenn die Schweiz das machen würde. Die EU, auch das wurde zu Recht gesagt, ist bei minus 40 Prozent. Aber eben, das ist ein reines Inlandziel. Die EU-Staaten müssen sich wesentlich mehr anstrengen als wir, weil sie effektiv die ganzen Reduktionen nur innerhalb der Europäischen Union umsetzen können.

Herr Nationalrat Wasserfallen, Sie haben die Chinesen ein bisschen angegriffen. Auch hier: Die Nationally Determined Contribution, das nationale Ziel der Chinesen, bedeutet, dass sie 60 bis 65 Prozent der CO₂-Intensität reduzieren wollen. Sie beginnen einfach auf der Basis 2005 und nicht auf der Basis 1990. Aber das ist ein sehr ambitioniertes Ziel. Sie haben sich auch bereits das Ziel gesetzt, dass bis 2030 der Anteil nichtfossiler Energie am Energiemix 20 Prozent beträgt. Auch die Schweiz ist da mit der neuen Energiestrategie noch in der Lernkurve.

Auch bezüglich der USA bin ich mit Ihnen einverstanden. Wir haben noch nie gesagt, sie seien ein Vorbild. Aber die USA sind natürlich ein erdöl- und gasproduzierendes Land, entsprechend nutzen sie ihre einheimischen Ressourcen. Sie wissen, das ist ein sehr grosses Land. Gerade im Verkehr haben sie mit entsprechend längeren Distanzen eine ganz andere Ausgangslage als die Schweiz. Immerhin sind es aber bis 2025 auch bei ihnen 26 bis 28 Prozent gegenüber 2005. Auch das ist umgerechnet ambitionöser als das Gesamtreduktionsziel der Schweiz.

Zum Schluss nochmals: Was ist entscheidend? Die Erderwärmung – und hier müssen wir das Ziel erreichen. Die

Massnahmen vor Paris, mit dieser Ausgangslage, hätten zu einer Erderwärmung von etwa 3,6 Grad Celsius geführt. Mit den jetzt angekündigten Reduktionszielen gemäss dem Übereinkommen von Paris sind wir bei 2,7 Grad Celsius. Wir sind mit diesen Massnahmen nach wie vor wirklich deutlich entfernt von 2 Grad Celsius. Wenn die Bevölkerung, die Mobilität, die Wirtschaft wachsen, heisst das, dass man in der Phase nach 2030 wirklich noch einiges tun muss. In diesem Licht scheint uns deshalb die Schweizer Positionierung richtig zu sein. Was dann später im CO₂-Gesetz passiert, das ist dann massgebend, das ist das Fleisch am Knochen.

Nochmals, auch an die Adresse von Herrn Wasserfallen – Entschuldigung, dass ich Sie hier anspreche, aber auch hier eine Klärung: Der Bundesrat hat immer gesagt, auch beim Kels, dass das zwar in der Verfassung drin ist, aber wir haben auch immer gesagt, in der Botschaft, schwarz auf weiss, dass eine Treibstoffabgabe vorläufig nicht infrage kommt. Insofern bitte ich Sie, sich auch das in Erinnerung zu rufen und deshalb dem Bundesrat zu folgen.

Vogler Karl (C, OW), für die Kommission: Nachdem jetzt der Antrag der Minderheit II (Fricker) zurückgezogen ist, stehen sich noch die Mehrheit und die Minderheit I (Schilliger) gegenüber.

Die Minderheit I will, dass lediglich ein nationales Reduktionsziel von 40 Prozent an das Uno-Klimasekretariat übermittelt wird, anstelle der 50 Prozent gemäss der Mehrheit. Die Minderheit I begründet ihren Antrag damit, dass unser Ziel dem europäischen Benchmark entsprechen soll, wie das Herr Schilliger entsprechend ausgeführt hat.

Warum ist die Mehrheit Ihrer Kommission der Ansicht, dass das im Rahmen der Unterzeichnung des Abkommens deklarierte Reduktionsziel von 50 Prozent richtig ist und es an diesem festzuhalten gilt? Man muss sich vor Augen halten, dass mittelfristig, das heisst bis 2050, im Hinblick auf die Vermeidung eines weiteren Temperaturanstiegs eine Reduktion der Treibhausgasemissionen um rund 80 Prozent notwendig ist. Anschliessend muss sich der Ausstoss gegen null bewegen. Wird das Reduktionsziel jetzt gesenkt, verschieben wir das Problem einfach in die Zukunft zulasten unserer Nachkommen.

Das Reduktionsziel von 50 Prozent drängt sich umso mehr auf, als für die Einhaltung des Ziels von 2 Grad bereits zwei Drittel des CO₂-Budgets aufgebraucht sind, deutlich mehr noch bei einem Ziel von 1,5 Grad. Je länger man also wartet, desto teurer werden die Umsetzungsmassnahmen, und desto kleiner wird der Handlungsspielraum. Das hat, es wurde gesagt, auch die Wirtschaft erkannt. So unterstützt etwa Economiesuisse das Reduktionsziel von total 50 Prozent, mit einem Flexibilitätsmechanismus, genauso wie das der Bundesrat vorschlägt, das heisst, ein Teil der Reduktion von total 50 Prozent soll im Inland und ein Teil im Ausland kompensiert werden. Ebenso empfiehlt der Schweizerische Gewerbeverband die Zustimmung zu diesem Geschäft. In seiner Empfehlung an die UREK-NR schrieb er, dass er sich, ich betone, für eine ambitionöse Klimapolitik einsetze. Die Wirtschaft hat also die Zeichen der Zeit erkannt. Nach Meinung der Mehrheit Ihrer Kommission ist es nun an der Politik, das auch umzusetzen.

Ein letzter Hinweis: Die Schweiz – das wurde schon gesagt, aber es ist wichtig – wäre das erste und einzige Land, das eine nachträgliche Reduktion des übermittelten Reduktionsziels vornehmen würde. Die Kommissionsmehrheit will ein solches Reputationsrisiko für die Schweiz vermeiden.

Namens der Mehrheit Ihrer Kommission ersuche ich Sie deshalb, den Antrag der Minderheit I (Schilliger) abzulehnen und der Kommissionsmehrheit zu folgen. Ihre Kommission hat diesen Entscheid mit 13 zu 12 Stimmen gefällt. Wie festgestellt, hat die Kommission in der Gesamtabstimmung dem Bundesbeschluss mit 15 zu 8 Stimmen bei 2 Enthaltungen zugestimmt.

Thorens Goumaz Adèle (G, VD), pour la commission: A l'issue du débat, il ne reste plus que la proposition de la minorité I, développée par Monsieur Schilliger, selon laquelle le Conseil fédéral doit communiquer un objectif de réduction

des émissions de CO₂ se limitant à 40 pour cent, ce qui correspond à une baisse par rapport à la contribution de 50 pour cent annoncée par le Conseil fédéral. La proposition de la minorité II, défendue par Monsieur Fricker, qui visait un objectif de 60 pour cent, a été retirée.

Par 13 voix contre 12, la commission s'est prononcée pour la version du Conseil fédéral et contre la proposition de la minorité I (Schilliger). Les arguments suivants doivent être pris en considération.

Tout d'abord, l'objectif de 50 pour cent, faisant l'objet du projet du Conseil fédéral, a bénéficié du soutien de la majorité des participants à la consultation. Les oppositions étaient de deux ordres: il y avait certes ceux qui souhaitaient un objectif plus réduit, comme les défenseurs de la proposition de la minorité I (Schilliger), mais il y avait aussi ceux qui appelaient de leurs vœux un objectif plus élevé, conformément à la proposition de la minorité II (Fricker), qui a été retirée. La version du Conseil fédéral constitue donc un compromis, et c'est dans ce sens que la majorité de la commission vous recommande de la soutenir.

La majorité des cantons soutient un objectif de 50 pour cent. Cela a été dit à plusieurs reprises, mais j'aimerais le répéter en français, car nous avons reçu, ces derniers jours, une lettre de la Conférence des directeurs cantonaux de l'énergie et de la Conférence suisse des directeurs cantonaux des travaux publics, de l'aménagement du territoire et de l'environnement qui nous induit en erreur à ce propos, à la suite – visiblement – d'une incompréhension de ces conférences concernant les objectifs.

En réalité, lors de la consultation, quatorze cantons se sont prononcés pour la version du Conseil fédéral ou ont même demandé un objectif plus élevé que les 50 pour cent. Seuls onze cantons sont de l'avis présenté dans le courrier que vous avez reçu, et leurs craintes concernent en réalité uniquement la part des réductions des émissions de CO₂ réalisées en Suisse, dont nous ne parlons pas maintenant mais dont nous parlerons lors de la révision de la loi sur le CO₂.

Les milieux économiques soutiennent également l'objectif de 50 pour cent présenté par le Conseil fédéral, avec une condition qui avait été posée, puisque ces milieux économiques ont exigé la mise en place d'un mécanisme de flexibilité. Or cette condition est remplie, pleinement, à deux niveaux. Tout d'abord, la possibilité d'un tel mécanisme est explicitement citée dans l'Accord de Paris et un alinéa a même été spécifiquement ajouté par votre commission au projet de loi sur lequel vous allez voter, afin de bien préciser que les questions relatives au pourcentage des réductions des émissions de CO₂ qui seront réalisées en Suisse ou à l'étranger seront traitées par la suite, dans le cadre de la révision de la loi sur le CO₂.

Lors des débats y relatifs, la majorité des députés, qui comprend bien entendu le groupe libéral-radical, puisque l'un de ses représentants est l'auteur de la proposition de la minorité I, ainsi que le groupe UDC, décidera elle-même de l'objectif en pourcentage de réduction des émissions qui devra être atteint en Suisse ou à l'étranger, ainsi que des mesures qui seront mises en œuvre pour ce faire. La Suisse veut et doit par ailleurs atteindre un objectif de réduction de ses émissions de CO₂ de 70, voire de 80 pour cent en 2050 pour contribuer au maintien du réchauffement climatique en dessous de 2 degrés.

Si nous nous fixons un objectif trop bas pour 2030, comme celui que prévoit la proposition de la minorité I (Schilliger), nous devons ensuite redoubler d'efforts. Il s'agira de facto d'une charge que nous allons reporter sur nos enfants, qui devront à ce moment-là prendre des mesures plus strictes. Ce n'est pas correct. Il est plus rationnel, et dans notre intérêt, de réaliser un effort régulier, progressif, jusqu'en 2050. C'est ce que propose le Conseil fédéral dans son projet qui est soutenu par la majorité de votre commission.

Enfin, et c'est un point qui est particulièrement important, je souligne encore une fois qu'aucun pays n'a, parmi les 133 Etats ayant ratifié l'Accord de Paris sur le climat, revu à la baisse ses objectifs de réduction des émissions de CO₂. Je vous demande de réfléchir aux conséquences, pour la Suisse et pour la politique climatique mondiale, d'un tel acte. Si la

Suisse abaissait son objectif de réduction des émissions de CO₂, ce serait une première mondiale qui entacherait le processus de mise en œuvre de l'Accord de Paris, jusqu'ici caractérisé par une forte volonté des parties d'aller de l'avant. Surtout, la réputation et la crédibilité de la Suisse face à la communauté internationale en seraient affectées. Pour mémoire, la Suisse a été le premier Etat à annoncer ses objectifs, instaurant une dynamique positive lors de la préparation du Sommet de Paris. La Suisse est un pays qui prend ses responsabilités et qui tient ses engagements, un pays d'innovation, un pays d'ambitions. Un tel geste serait catastrophique pour notre image.

Dès lors, au nom de la commission, je vous demande de suivre les propositions de la majorité et le projet du Conseil fédéral. C'est un bon compromis qui nous permet de tenir nos engagements, comme notre pays l'a toujours fait.

Präsident (Stahl Jürg, Präsident): Der Antrag der Minderheit II (Fricker) ist zurückgezogen worden.

Abstimmung – Vote

(namentlich – nominatif; 16.083/14697)

Für den Antrag der Mehrheit ... 104 Stimmen

Für den Antrag der Minderheit I ... 87 Stimmen
(2 Enthaltungen)

Art. 2

Antrag der Kommission

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Proposition de la commission

Adhérer au projet du Conseil fédéral

Angenommen – Adopté

Gesamtabstimmung – Vote sur l'ensemble

(namentlich – nominatif; 16.083/14698)

Für Annahme des Entwurfes ... 123 Stimmen

Dagegen ... 62 Stimmen
(8 Enthaltungen)

13.068

Personenbeförderungsgesetz (Fan-Transporte).

Änderung

Loi sur le transport de voyageurs (Transport de supporters).

Modification

Abschreibung – Classement

Nationalrat/Conseil national 12.03.14 (Erstrat – Premier Conseil)

Ständerat/Conseil des Etats 19.06.14 (Zweitrat – Deuxième Conseil)

Nationalrat/Conseil national 18.09.14 (Differenzen – Divergences)

Nationalrat/Conseil national 02.03.17 (Abschreibung – Classement)

Präsident (Stahl Jürg, Präsident): Sie haben einen schriftlichen Bericht der Kommission erhalten. Die Kommission beantragt einstimmig, dieses Geschäft abzuschreiben.

Abgeschrieben – Classé